

CELTEX inc. \$\$\$
 SPECIAL PORTATIF PT 500
 ACTIVATION AVEC BATTERIE.
 CHARGEUR ET ETUI
 984-5292
 BUREAU 967-9770

La réforme de la santé

Marc-Yvan Côté: le ministre qui veut guérir le système

DENIS LESSARD
 QUÉBEC

La vie aurait pu couler tranquillement pour un professeur de géographie de Gaspésie, partagée entre le hockey l'hiver et la pêche au saumon l'été. Prévisible comme le cours du fleuve devant Sainte-Anne-des-Monts.

Mais quand on est d'une famille libérale depuis trois générations et qu'on éprouve l'envie, dévorante, d'être capitaine d'autre chose que de l'équipe de balle-molle locale, on est presque naturellement porté vers la vie mouvementée du politicien.

En 1993, à la fin de ce qu'il jure être son dernier mandat, Marc-Yvan Côté aura passé vingt ans en politique. Il propose aujourd'hui, avec sa réforme de la santé, ce qu'il souhaite léguer comme contribution à la vie publique.

Pour ceux qui le connaissent bien, Marc-Yvan Côté a une personnalité ambivalente. «C'est un bulldozer au grand cœur», lance Me Paul Vézina, lié avec le ministre par une vieille amitié, une amitié un peu refroidie depuis que Me Vézina a décidé d'appuyer Jean Chrétien durant la dernière campagne au leadership des libéraux fédéraux.

«C'est un impulsif. Quand il est convaincu, rien ne l'empêche d'aller jusqu'au bout. Mais son image à la Santé, plus humaine, colle davantage à la réalité que celle qu'il avait aux Transports», estime Claude Hallé, organisateur libéral dans Charlesbourg. Tous s'entendent: issu d'un milieu modeste, Marc-Yvan Côté sait encore écouter les problèmes des gens ordinaires, les cas de «bs» et de chômage qui, chaque lundi matin, frappent à la porte du bureau de comté.

«C'est un bagarreur mais il donne toujours l'heure juste» reconnaît Guy Chèvrette, leader parlementaire du PQ. «Il est moins cassant, moins dictatorial qu'on pourrait le croire, mais c'est un homme de décision», souligne le Dr Clément Richer, président de la Fédération des omnipraticiens qui, depuis quelques mois, a dû multiplier les rencontres avec le ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mais Marc-Yvan Côté ne s'est pas fait que des amis. «C'est un matamore, un orgueilleux qui n'accepte pas d'être contredit publiquement», lance Augustin Roy, de la Corporation des médecins qui lui non plus ne fait pas dans les demi-teintes. «Il mène ses gens à coups de pieds», lance un autre organisateur libéral, qui reconnaît toutefois «qu'il est loyal et défend toujours ses collaborateurs» quand surgissent des difficultés.

Le «Beu de Matane»
 «Déjà son énergie était sa marque de commerce», se souvient Jean-François Thibault, alors jeune libéral de Matane qui, en 1973, s'était rendu à la Polyva-

lente de Sainte-Anne-des-Monts, convaincre ce professeur de géographie de donner du temps à l'organisation du ministre Jean Bienvenue.

Quand le siège de Matane se libère, en un tournemain, Marc-Yvan organise sa propre convention contre un candidat pourtant appuyé par le parrain de la Gaspésie, Gérard D. Levesque. «Il l'a mangé tout rond, c'était du deux pour un», rappelle Thibault.

De 1973 à 1976, Marc-Yvan Côté devient rapidement «le Beu de Matane», le député rural, fort en gueule, qui broie du péquiste dès qu'il en a l'occasion. Novembre 1976, c'est la douche froide, «la pire claque de sa vie» confient ses proches: Marc-Yvan Côté est battu par le péquiste Yves Bérubé.

Par dépit, se sentant trahi, il quitte sa Gaspésie pour s'installer à Québec. S'ensuivent des années difficiles, au service de recherche du PLQ, à 14,000 \$ par année. Il devient par la suite chef de cabinet du whip de l'opposition libérale, Michel Pagé, avant de récupérer, en 1983, le siège de Charlesbourg laissé vacant par le ministre péquiste des Transports Denis De Belleval.

Dès le début, il appuie le retour en politique de l'ex-premier ministre Bourassa, ce qui lui assure, lors de la reprise du pouvoir par les libéraux en 1985, un siège en vue au cabinet, les Transports.

Avant l'élection de 1989, maux de dos et obligations familiales lui font presque abandonner la politique. Mais il décide de rester et prend la responsabilité de l'organisation électorale libérale dans l'Est de la province. Une fois réélu, il lorgne le poste, pénard, de ministre des Loisirs, Chasse et Pêches. Claude Ryan refuse toutefois de succéder à Thérèse Lavoie-Roux à la Santé: cet énorme défi se retrouve ainsi entre les mains de l'ancien professeur de polyvalente.

Des gaffes
 «Il peut paraître manquer parfois de subtilité, mais il a les défauts de ses qualités, c'est un fonceur qui livre la marchandise», insiste Pierre Bibeau, l'organisateur libéral pour l'autre moitié du Québec lors de la dernière élection.

Impulsif, Marc-Yvan Côté, rate parfois des occasions de se taire.

Il a fait, par exemple, saliver des entrepreneurs libéraux en promettant prématurément que «les bulldozers seront dans la pente au printemps» pour un projet de centre de ski pourtant controversé.

Il n'a pas hésité à croiser le fer avec Jean Doré, le «roi élu de Montréal» et a promis d'écouter les revendications de ses anciens électeurs de Matane, dans la mesure où ils élaient la candidate libérale, un retour au «votex du bon bord» des années duplessistes. Sa dernière bourde: rappeler aux Anglo-Québécois que le PLQ a obtenu le pouvoir sans eux, alors que commençaient à se cicatrifier les plaies laissées dans le parti par le débat linguistique.

Mais son discours incisif est aussi un de ses atouts. En deux ou trois images bien senties il résume les problèmes les



Cette semaine encore, Marc-Yvan Côté indiquait qu'il pourrait bien ne pas terminer son mandat une fois sa réforme de la santé mise en place.

ports; les péquistes «avaient laissé pourrir le béton à Montréal» rien de moins, lançait-il, tentant de justifier l'avance d'une facture plus salée que prévue.

Pour les communicateurs du gouvernement, le ministre Côté est le vendeur rêvé. «Vous lui donnez un document de 100 pages, il l'épluche en vous questionnant. Quand il a fini, il a retenu l'essentiel complexes. Déjà il parle d'une réfor-

me de la Santé «où l'usager sera au centre».

«Il n'y a pas un chrétien» qui pourra stopper le projet le loi sur les sage-femmes, affirmait-il. Augustin Roy le compare-t-il à Jésus? «Augustin va rencontrer le Christ», promet-il, fourbissant à l'avance sa réforme. Ce sens de l'image, Marc-Yvan Côté l'avait déjà aux Trans- tiel, trois ou quatre idées qu'il fait passer

avec conviction», décrit Pierre Mercier, de l'ancienne Régie de l'assurance-auto.

Mais même bien vendue à l'opinion publique, une erreur reste une erreur. Marc-Yvan Côté est monté aux barricades pour que Québec soit privatisée. Or aujourd'hui, Québec doit encore subventionner Intair, son remplaçant au déficit chronique. En outre, l'ambitieux plan de transports de Montréal coûtera bien plus que prévu, et risque de se heurter à la récession.

Un fédéraliste fatigué
 Longtemps Marc-Yvan Côté s'est targué d'être «rouge à Québec et à Ottawa». Jusque'en 1985, avec Jean Drapeau, son idole en politique restait Pierre Trudeau. C'était bien avant l'arrivée de Jean Chrétien, et l'échec du Lac Meech cependant. «A Québec c'est lui qui est resté le plus longtemps libéral au fédéral» constate Jean-François Thibault, trésorier du PLC au Québec.

Il a appuyé John Turner en 1988, alors que ses collègues du PLQ penchaient vers Brian Mulroney. Là s'est toutefois brisé le mariage avec le PLC. Il a appuyé du bout des lèvres Sheila Copps dans la course au leadership, remportée par «le dinosaure, Jean Chrétien».

«Côté a le fédéralisme très fatigué. Il ne voit pas de signes d'Ottawa que les choses pourraient changer, et il est désillusionné par le système», résume Luc Bastien, l'un des collaborateurs du ministre à Québec. «Foncièrement, il est fédéraliste, mais aussi nationaliste», croit Pierre Bibeau.

Marc-Yvan Côté laisse planer l'équivoque quand on aborde la question. Devant un groupe de journalistes, il affirme que «les colonnes du temple fédéraliste sont bien ébranlées»; quelques jours plus tôt, il avait soutenu qu'il «croit au Canada» devant un groupe de militants plus conservateurs.

Essentiellement, il se méfie des étiquettes et reconnaît que la montée du sentiment nationaliste au Québec «n'est pas une vague éphémère», quoi qu'en dise Brian Mulroney.

Départ prochain?
 Ce mordu de la politique lancera-t-il la serviette, une fois implantée sa réforme de la santé? Beaucoup de ses collaborateurs le croient. Sept ans de journées de 15 heures ont essouffé ce bagarreur. Il veut faire une coupure, prendre six mois pour faire un long voyage avec sa famille, sa femme Renée et ses deux fils de 10 et 8 ans.

Cette semaine encore il indiquait qu'il pourrait bien ne pas terminer son mandat, une fois la réforme en place. A quarante trois ans, le temps presse pour entreprendre une seconde carrière. Pour d'autres, Marc-Yvan Côté sera tenté de rester tant que le premier ministre Bourassa restera en poste. Bien plus, il ne détesterait pas jouer au «king maker» dans une éventuelle campagne au leadership, en appuyant de tout son poids l'un des candidats. Le prochain chef, selon lui, devrait venir de l'extérieur du PLQ.

Et si ce Messie n'arrive pas? Il appuierait vraisemblablement Daniel Johnson, croient ceux qui le connaissent bien. Il est moins près de la vice-première ministre Lise Bacon que ne le pensent les observateurs et il est surtout carrément opposé à son collègue de Québec, Gil Rémillard.

Le professeur de géographie rentrera-t-il dans ses terres pour retourner à la pêche à la ligne et au hockey? «On le croira quand on verra la lettre de démission, pas avant» de lancer, Luc Harisson, l'un de ses anciens lieutenants.

Augustin Roy: le médecin qui aurait aimé être ministre

MARTHA GAGNON

Porte-parole des médecins depuis 15 ans, le docteur Augustin Roy n'éprouve pas de gêne, encore moins de honte, à défendre une profession qu'il n'a presque pas exercée. Ses études terminées, il a pratiqué la médecine pendant quatre ans seulement, d'abord au Témiscamingue avec sa soeur, infirmière, et à Schefferville pour la compagnie Iron Ore.

A 62 ans, il est pourtant l'un des médecins les plus connus et les plus controversés au Québec. Au lieu d'ausculter des patients, il ausculte la profession. Si son diagnostic n'est pas toujours accepté, on n'a pas encore jugé bon de le remplacer après toutes ces années.

«J'ai souvent eu le goût de retourner à la pratique, mais les circonstances m'ont fait changer de chemin. Il m'arrive d'avoir un petit pincement au coeur, car j'aurais probablement été un bon médecin.»

Se sent-il dépassé et rétrograde comme le prétendent certains? Pas du tout. «Sans être un gars flyé, je suis ouvert dans bien des domaines. On oublie que j'ai témoigné en faveur de Morgantaler dans le dossier de l'avortement; que je suis contre l'acharnement thérapeutique pour ceux qui veulent mourir en paix et que je suis

allé deux fois en Chine pour me renseigner sur l'acupuncture.»

Malgré cela, il demeure réfractaire aux sages-femmes et à l'homéopathie. Du côté politique, il croit toujours au fédéralisme, bien qu'il ait été un admirateur de René Lévesque et qu'il ait eu envie de le suivre en 1976 lorsque le Parti québécois l'a approché.

Dans sa jeunesse, Augustin Roy n'était pas seulement attiré par la médecine, il voulait accomplir un tas de choses. Elevé pauvrement dans un village de la Beauce, il a failli devenir notaire comme son père. Au lieu de cela, il a étudié la médecine et fait un stage dans l'armée. Mais il rêvait aussi d'être obstétricien, ingénieur, géologue (il collectionne encore les roches) et plus récemment, ministre de la Santé.

«J'ai tellement critiqué le système de la santé que j'aurais aimé diriger le ministère.» Sollicité par Claude Ryan, il a fini par être candidat libéral en 1981. Son rêve de devenir ministre s'est rapidement estompé. «La politique m'a beaucoup frustré. Si j'avais eu, Marc-Yvan Côté (l'actuel ministre de la Santé) comme organisateur politique, avec les talents qu'on lui connaît, j'aurais peut-être remporté la victoire», ajoute-il en souriant.

Même s'il est allergique aux idées du ministre Côté, le docteur Roy affirme qu'il lui ressemble. «Il est impulsif comme moi. Il est direct comme moi. Il est batailleur comme moi. Sauf qu'on ne rime pas du même bord.» Sur le plan personnel, ils sont en bons termes. Sur le plan politique, Augustin Roy n'aime pas la façon dont le

ministre traite les médecins. Il ne croit pas au succès de cette réforme centrée sur le citoyen. «C'est utopique!»

Le docteur Roy accuse M. Côté de se prendre pour «Jésus-Christ, le Tout-Puissant», celui qui veut sauver le monde avec son projet. Cette image a plutôt fait rire le ministre qui a promis de réserver à «son bon ami Augustin» une place dans son... paradis.

Un leadership contesté
 Les ministres passent, Augustin reste. Voilà ce qu'on répète dans le milieu de la santé. Si son leadership n'est pas contesté publiquement, il l'est en coulisses. «Le docteur Roy tient un discours vieillot, en particulier sur le pouvoir des médecins qu'il faut défendre à tout prix, explique un directeur d'hôpital qui préfère garder l'anonymat. Il a accompli un travail louable, mais il n'est plus vraiment représentatif du milieu.»

Les critiques, les nombreuses crises et les pontages coronariens qu'il a subis le printemps dernier n'ont pas ébranlé le docteur Roy qui refuse de prendre sa retraite. «Si je cessais de travailler, j'aurais peur de mourir», dit-il. Sa famille et son médecin lui ont demandé de ralentir ses activités, mais il en est incapable.

Poussé à la tribune de la Corporation professionnelle des médecins en 1975, le docteur Roy n'en est jamais descendu. Il est en train de battre un record de longévité à l'intérieur de l'organisme: 27 ans de loyaux services. Nommé secrétaire général en 1963, il a ensuite accédé à la présidence. Dernière-

ment, il a été réélu pour un mandat de quatre ans. «Le dernier, assure-t-il, je prépare ma relève.» Avant de tirer sa révérence, il tenait à rester aux premières loges pour suivre l'implantation la réforme de la santé.

Augustin Roy aime par-dessus tout susciter la discussion, lancer des opinions. «J'aurais le goût de parler à tous les jours sur tous les sujets», avoue-t-il. Le public s'est habitué à ses déclarations fracassantes, parfois même outrancières. Son style ne fait pas l'unanimité dans la profession. Cela ne l'a pas empêché d'être reporté à la présidence année après année.

«Il y a peu de médecins qui veulent faire ce boulot», explique le docteur Jean-Hugues Brossard, président de la Fédération des résidents et internes. Bien qu'on lui reproche de trop se mêler de politique et de faire des déclarations à l'emporte-pièce, le docteur Roy a le courage de s'exprimer publiquement, ce qui est plutôt rare dans cette profession. Les médecins sont généralement muets.»

Il aime provoquer
 Michèle Roy, 29 ans, médecin spécialiste, est l'une des filles du docteur Roy. Ce qu'elle apprécie le plus chez son père, c'est qu'il n'a jamais eu peur de prendre position, même s'il se trompe à l'occasion. «C'est vrai qu'il a tendance à trop parler. Mais il le fait parce qu'il n'y a personne qui veut le faire. Et puis, il aime provoquer.» Elle ne partage pas toutes ses idées, mais refuse de préciser celles avec lesquelles elle est en désaccord.



«Si je cessais de travailler, j'aurais peur de mourir.»

Réforme Côté: un « bulldozer » chez les blouses blanches

Fidèle à sa réputation de « bulldozer », le ministre Marc-Yvan Côté a-t-il réussi là où ses prédécesseurs se sont cassés les dents? Son livre blanc annonce-t-il une réforme de fond en comble de notre système de services de santé?

A plusieurs égards, la réponse est oui. Le réseau de santé tel que dessiné par le ministre Côté sera plus décentralisé; il assurera une meilleure planification des effectifs médicaux; et il donnera aux usagers une meilleure prise sur les services qu'ils reçoivent. Les mesures prévues pour désengorger les salles d'urgences, dont le développement des CLSC comme service de première ligne, paraissent également prometteuses.

Mais rien ne garantit que les nouvelles structures prévues par le livre blanc seront moins bureaucratiques que les monstres technocratiques actuels.

La réforme Côté est contenue dans un document de 90 pages à peine, écrites en langage clair, concret et dépourvu de jargon. En soi, il s'agit d'un exploit suffisamment rare pour mériter d'être souligné. Le rapport de la Commission Rochon, qui dort depuis près de trois ans dans les oubliettes du ministère, comptait pas loin de 700 pages... ce qui ne l'avait pas empêché de passer à côté des problèmes fondamentaux du réseau de santé et de services sociaux.

Un bon point pour le contenant, donc. Et le contenu? L'aspect le plus visible de la réforme est l'introduction d'un ticket modérateur de cinq dollars pour le recours injustifié aux salles d'urgence, et d'un impôt sur certains soins actuellement gratuits. Il serait dommage que ces mesures, vraisemblablement impopulaires, mais qui ne toucheront pas les clientèles vulnérables, éclipsent les autres aspects du projet.

La réforme Côté est en grande partie structurelle. Les monstres technocratiques que sont les CRSSS disparaîtront au profit de nouvelles régies régionales, qui se verront attribuer progressivement la gestion des services. Les budgets de la Régie de l'assurance-maladie seront décentralisés dans les régions, et les nouvelles instances administreront une enveloppe fermée, déterminée non pas selon le nombre estimé d'actes médicaux, mais d'après les besoins régionaux.

Qui administrera ces régies? Des représentants de divers milieux, choisis par des assemblées régionales, dont les membres seront nommés par le ministre. Ce modèle de semi-démocratie sera-t-il fonctionnel? Ne risque-t-on pas de se retrouver avec les bureaucrates et représentants d'intérêts divers déjà familiers avec la mécanique des soins de santé?

Le projet de décentraliser les budgets de la Régie d'assurance-maladie témoigne de la préoccupation du ministre Côté de faire passer les besoins des usagers devant ceux des professionnels. D'autres aspects de la réforme vont dans le même sens, parfois avec des moyens très simples. Par exemple,

l'amélioration sensible des services de plaintes dans les établissements.

Le projet de « certification » des cliniques privées s'inspire aussi de ce principe de la primauté du citoyen. Actuellement, plusieurs régions du Québec font face à une pénurie criante de spécialistes. Les mesures déployées pour envoyer les jeunes médecins en région n'ont porté fruit que très partiellement. Sous le nouveau régime, les instances régionales auraient le pouvoir d'assigner les médecins à certaines tâches ingrates: s'occuper d'itinérants, assurer des gardes à l'urgence, ou « faire des heures » dans un centre d'accueil. L'idée étant que le médecin doit assurer des services de base, des « travaux communautaires », en quelque sorte. Des moyens coercitifs sont prévus pour pénaliser les médecins et les établissements récalcitrants.

De plus en plus de médecins sont sensibles à cet encadrement de leur liberté de pratique. Le danger, c'est que de jeunes spécialistes préfèrent s'exiler plutôt que de se retrouver dans un hôpital sous-équipé. Les fonds prévus pour l'innovation technologique, ainsi qu'une meilleure planification des soins spécialisés, sont susceptibles de minimiser ce risque.

Malgré les interrogations inévitables que soulève toujours un livre blanc, le ministre Côté propose une réforme majeure des institutions de santé, dont les effets seront profonds et qui, mieux que les formules qui se sont multipliées depuis dix ans, pourra peut-être résoudre la quadrature du cercle.

Agnès GRUDA

La mort d'un grand commis-voyageur

Il est des géants qu'on ne parvient jamais à enfermer dans une seule définition. Des forces de la nature qui ridiculisent les limites des étiquettes qu'on serait tenté de leur apposer. Jean Duceppe était de ceux-là.

Infiniment plus qu'un très grand comédien, il aura été tout à la fois, pour plusieurs générations de Québécois, un miroir, un héros, une inspiration.

Une grande part des immenses succès de ce comédien autodidacte à la diction souvent défaillante tenait d'ailleurs à sa profonde complicité avec le public. Un public spontanément chaleureux parce que, d'instinct, il se reconnaissait toujours en lui. De Stan Labrie au Chef, en passant par le père Lafeuille ou mon oncle Antoine, Duceppe aura toujours

été criant d'authenticité dans ses multiples représentations de la réalité québécoise.

La scène ne pouvait cependant contenir toute l'âme impétueuse de ce grand Québécois si profondément solidaire. La radio, l'Union des artistes, les mouvements nationalistes auront été pour lui autant de tribunes pour relayer, à temps et à contretemps, le cri de tout un peuple réclamant le droit de demeurer lui-même et de s'épanouir.

Jean Duceppe ne s'est pourtant pas contenté de refléter et de traquer ce Québec auquel il était soudé par toutes les fibres de son être. Il l'a aussi assumé concrètement et lui a servi d'inspiration à des moments cruciaux de son histoire. Par son implication dans le camp du OUI, par exemple, au moment du référendum de 1980. Ou encore, en contribuant à redonner aux Québécois le sens de la célébration populaire et l'enthousiasme nécessaire pour redonner toute sa signification à leur Fête nationale.

Comme le personnage-titre d'un des grands triomphes de la compagnie théâtrale qu'il nous laisse en héritage, Jean Duceppe aura été un sorte de commis-voyageur. Un personnage fascinant qui, à chacune de ses apparitions publiques, proposait des messages d'espoir, des appels à la dignité et des invitations au dépassement.

Il ne frappera désormais plus à notre porte. Il faut le regretter. Non seulement en raison de l'affection qu'on garde pour un grand disparu. Mais aussi parce que le Québec d'aujourd'hui aurait encore le plus grand besoin de ce supplément d'âme qu'il savait insuffler. Puisque cette fois, il n'y aura pas de rappel, la meilleure façon de le remercier, c'est probablement de continuer sans lui.

Pierre GRAVEL

Ça se gâte au GATT

L'échec des négociations du GATT n'émeuvra pas beaucoup les Québécois pour qui il s'agit souvent d'un autre de ces sigles incompréhensibles.

Pourtant, l'Accord général sur les tarifs et le commerce, cette structure qui régit les relations commerciales entre la plupart des pays du monde, a sans doute plus d'influence sur nos vies que le traité de libre-échange qui a suscité tant de passions.

En effet, dans plusieurs de ses chapitres, le traité entre le Canada et les USA n'est qu'un prolongement des principes du GATT. En plus, même si 70 p. cent de son commerce extérieur se fait avec les USA, le bien-être du Canada dépend largement de la qualité des échanges avec le reste du monde. Soit directement, pour les 30 p. cent des échanges d'outre-mer, soit par la bande, puisqu'une détérioration des relations commerciales entre pays affecterait énormément le bloc Canada-USA.

Le GATT, depuis quatre ans, s'était lancé dans une autre phase de négociations, l'Uruguay Round, beaucoup plus ambitieuse, parce qu'elle ne se limitait pas à prôner une baisse des tarifs. On voulait lever les obstacles que la plupart des pays imposent aux services étrangers, et surtout, à l'instigation des États-Unis, on voulait mettre fin à la délirante surenchère des subventions agricoles partout dans le monde. C'est là-dessus qu'est survenu le blocage.

Les USA ont été incapables de s'entendre avec l'Europe, qui ne consentait qu'une faible baisse de ses énormes subventions agricoles. Les pressions venaient surtout de la France, où l'agriculture et les agriculteurs jouent encore un rôle déterminant. En soi, l'existence d'un écart important entre les positions américaines et européennes ne constitue pas un drame. Ce sont des négociations dures qui pourraient encore avoir une chance d'aboutir, puisque les pourparlers reprendront en janvier.

Le vrai danger, c'est que cette impasse reflète une tendance au repli sur soi des pays européens. L'Europe de 1992 leur procurera un marché énorme, autosuffisant et diversifié. La tentation est forte de vouloir la transformer en forteresse imperméable.

Alain DUBUC

Les fédéralistes québécois dans un dilemme apparemment insoluble

MARCEL ADAM

En disant du bien du fédéralisme canadien, Claude Ryan a créé dans le camp souverainiste un émoi aussi vif que celui que créerait dans une assemblée de féministes radicales une femme qui, le livre de Roch Côté en main, soutiendrait que les hommes ne sont manifestement pas tous des sauleux!

Les souverainistes ont évidemment sauté aux conclusions — comme d'ailleurs ses collègues fédéralistes qui sont désespérés — comme des poules sans tête — et en ont déduit que Ryan n'a pas changé, qu'il est demeuré un fédéraliste invétéré s'appropriant à reprendre du service pour le NON.

Il s'en ont pas remarqué qu'en faisant une fleur au fédéralisme canadien il ne s'engageait pas pour l'avenir. Le lendemain, il s'est vu obligé de préciser que s'il prône le maintien d'un lien canadien significatif, il n'a « jamais été partisan du maintien du lien fédéral à tout prix ».

Les souverainistes qui le sont par le cœur avant de l'être par la raison font de la projection et considèrent que tous les fédéralistes sont comme eux et demeureront ce qu'ils sont à la vie à la mort, sans acception des intérêts du Québec.

Je sais qu'il y en a beaucoup, surtout chez les Anglo-Québécois, qui ne peuvent pas plus imaginer le Québec hors du Canada que les souverainistes peuvent le tolérer à l'intérieur. Mais je sais aussi que depuis plusieurs lunes les sondages montrent qu'ils sont légions les fédéralistes qui ne sont pas bêtonnés dans leurs convictions.

L'État unitaire et le fédéralisme sont des formes d'organisation politique qui, relevant de l'ordre des moyens, ne sont pas plus importants que la fin visée: l'intérêt supérieur du peuple.

Comme beaucoup qui sont fiers d'être Canadiens et considèrent que la fédération canadienne a bien servi le Québec, Claude Ryan s'interroge, n'étant pas prêt à soutenir, au point où en sont les choses, que l'association fédérative avec le Canada est le type de lien institutionnel dans lequel il envisage nécessairement l'avenir du Québec.

Après trente ans de débats constitutionnels débilissants et extrêmement coûteux, après l'échec du projet de réforme Meech, qui a été perçu, à cause de la modestie des réclamations, comme le test ultime de la bonne volonté anglo-canadienne à l'endroit du Québec, non seulement une multitude de Québécois semble avoir perdu foi dans le Canada, mais voudrait-on remettre en chantier une réforme de la fédération que ce ne serait plus possible du fait que le Québec a littéralement coupé les ponts.

C'est ce qui donne d'ailleurs beau jeu aux souverainistes de la Commission Bélanger-Campeau. Les rares groupes qui

vont y proposer un néo-fédéralisme dans lequel le Québec hériterait d'un grand nombre de pouvoirs, sont incapables de répondre quand ils se font demander comment il pourrait obtenir plus — dans une impossible négociation à deux — que ce que lui accordait l'Accord Meech qui a été refusé.

Le député Lucien Bouchard a expliqué cette semaine les raisons de son optimisme inébranlable quant à l'issue du débat.

À part le fait que les deux tiers des Québécois paraissent acquis à l'idée de souveraineté, les fédéralistes sont confrontés à deux contraintes qui rendent impossible toute réforme de la fédération canadienne. D'une part, les revendications, mêmes mineures, du Québec, sont jugées inacceptables par le Canada anglais; d'autre part, Robert Bourassa prétend négocier un à un avec Ottawa alors que la Constitution interdit une négociation qui exclut les autres provinces.

En effet. C'est ce dilemme apparemment inextricable qui incite des fédéralistes à envisager de passer par la souveraineté afin de négocier un nouvel arrangement, fédéral ou autre, avec le Canada. Une hypothèse avec laquelle jonglent des membres du comité du Parti libéral chargé d'élaborer pour l'an prochain une nouvelle politique constitutionnelle.

La Gazette croit qu'il y a un moyen moins risqué d'y parvenir. Comme une bonne partie du Canada anglais brûle aussi d'impatience de voir s'opérer des changements, il s'agit de

lui laisser le temps de faire des propositions en ce sens.

Je doute que ce soit le moyen de sortir de l'impasse.

Après avoir présenté l'accord Meech comme un *sine qua non*, du fait qu'il contenait les revendications minimales du Québec pour adhérer à la réforme de 1981 dont il avait été exclu, et avoir encouragé les Québécois à y voir la dernière chance du fédéralisme canadien, le gouvernement Bourassa n'avait d'autre choix, après l'échec, que de mettre le doigt dans l'engrenage souverainiste.

Dans une déclaration solennelle, le premier ministre annonça que dorénavant le Québec ne négocierait plus qu'avec le gouvernement d'Ottawa et déciderait seul de son avenir (à la suite d'une vaste consultation populaire).

Par ce geste le gouvernement rendait impossible toute négociation d'un nouvel arrangement avec le Canada, parce que la Constitution canadienne ne permet pas de négociation constitutionnelle autrement qu'en vertu des modalités de la formule d'amendement nécessitant la participation de tous les gouvernements du Canada.

C'est ce qui fait considérer une éventuelle déclaration d'indépendance comme la seule issue possible.

À première vue.

Car en en dépit de ce que voient les souverainistes dans leurs rêves en couleurs, il est beaucoup plus facile d'adhérer à une fédération que de s'en détacher.

Mais c'est une autre histoire.



Opinions

Madame d'Youville

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

J'avais l'intention de consacrer mon article d'aujourd'hui au projet de réforme des services de santé. Le Livre Blanc du ministre Côté n'a toutefois été déposé qu'hier. Le bulletin de nouvelles m'a par contre appris que Madame d'Youville allait être canonisée à Rome et que la cérémonie serait télédiffusée demain à 9h30. Or cette femme est à l'origine de notre système de santé, auquel elle a donné une orientation qui est peut-être la meilleure explication de la différence qui existe entre nos politiques en la matière et celles de nos voisins américains. Mais sur quel ton parler d'elle?

Roch Côté a entrepris courageusement de remettre le débat sur les rapports hommes femmes dans une juste perspective. Bien des tâches semblables l'attendent. Par exemple, notre rapport avec notre passé religieux est aussi faussé par le nouveau discours dominant que le rapport entre les hommes et les femmes peut l'être par un certain discours féministe.

Sous quelque angle que nous considérons notre passé, nous y retrouvons la religion catholique. Même l'histoire des sciences au Québec est catholique. Qu'on en juge par le rôle qu'y a joué, entre autres, le frère Marie-Victorin. Dans l'une des rares histoires de la médecine québécoise, celle du docteur Sylvio Leblond, (Médecines et médecins d'autrefois, Presses de l'Université Laval, Québec 1986) le chapitre le plus important s'intitule Le genou de Madame d'Youville. Pourquoi? Parce qu'il existe d'excellentes biographies de la fondatrice de la Communauté des Soeurs Grises et parce que la façon dont son genou malade a été traité est sans doute la source de renseignements la plus fiable et la plus précise que nous possédions sur l'état de la médecine et du système de santé dans le Québec du XVIII^e siècle.

Notre passé, c'est nous-mêmes, nous-mêmes aujourd'hui, pas hier. Nietzsche ne disait-il pas que les moeurs ont toujours trois cents ans de retard sur les idées? Dans cette hypothèse, les quelques idées nouvelles dont nous sommes bageonnés n'ont pas beaucoup d'importance par rapport au fond de ca-

tholicisme dont nous sommes constitués, que cela nous plaise ou non.

Lourde vérité qu'on s'empresse généralement de nier, mais qu'on ne réussit pas à effacer. Les historiens de l'art nous disent que l'origine de peintres descendant de lointains immigrants hollandais ou italiens demeure perceptible dans leurs tableaux. Et après trente ans à peine de laïcisme; il ne restait plus de marques profondes du catholicisme dans nos attitudes? Notre passé est-il donc comme une mère pauvre et décoiffée qu'on n'ose pas présenter aux femmes élégantes que l'on fréquente désormais?

Notre passé catholique

Catholiques, laïques ou protestants, les Français ont tous de l'admiration pour Jeanne d'Arc. Les protestants sont peut-être encore plus attachés à elle que les catholiques parce qu'ils voient dans cette sainte qu'il fallut réhabiliter la première personne qui ait osé protester solennellement contre l'autorité de l'Église romaine.

Et quel est l'Anglais bien né, de quelque allégeance qu'il soit, qui n'admire pas Thomas More, ce catholique qui fut seul à incarner la liberté de pensée, les droits individuels, à un moment où Henri VIII avait rendu l'éthique protestante totalitaire?

Anglais et Français ont réglé leurs comptes avec l'Église catholique sans réduire tout ce qui s'y rattachait à l'image négative qu'ils ont pu avoir d'elle. Nous avons d'autant plus intérêt à nous élever jusqu'à cette altitude que c'est la quasi-totalité de notre passé qui se rattache à l'Église catholique.

Madame d'Youville mérite la même considération détachée, souveraine, que celle que les Anglais et les Français accordent à Jeanne d'Arc et à Thomas More. Qui, dans la société québécoise actuelle, pourrait refuser son admiration à la fille d'une mère battue, elle-même maltraitée par son mari, qui, de toute sa dignité blessée, mais ravivée par ses blessures, s'est portée vers les plus malheureux qu'elle?

Dans le quartier de Montréal où elle a secouru les mendiants moribonds, le malheur réapparaît aujourd'hui sous sa forme la plus visible et la plus désespérante: les malades mentaux errants et les abandonnés de tous genres. Les services étatiques de santé et de services sociaux sont de toute évidence débordés ou inadéquats. Ce sont des personnes partageant l'inspiration de Marguerite d'You-

«... après six ou sept ans de souffrance, elle se trouva guérie tout à coup, sans aucun secours humain, guérison que ses compagnes regardèrent comme un miracle»



Marguerite d'Youville PHOTO CP

ville qui, à la Maison du Père ou à l'Accueil Bonneau, leur offrent l'hospitalité la mieux sentie.

Avec quelques compagnes, dont Louise Thaumur, Marguerite d'Youville devait fonder L'Institut des Soeurs de la Charité, dites «soeurs grises», et associer ensuite sa destinée à l'hôpital Général des frères hospitaliers de Saint-Joseph, dits frères Charron, près du Vieux Port, à l'angle des rues St-Pierre et de la Commune.

Le célèbre genou malade

De plus compétents que moi feront son éloge. Je m'en tiendrai à son célèbre genou malade, qui nous en apprend autant sur son caractère que sur la médecine et les moeurs de son temps. En 1738, deux plaies se formèrent sur son genou. Voici ce que son fils, l'abbé Charles-Marie-Madeleine Dufrost raconte sur la façon dont elle fut traitée: «Monsieur Benoit, chirurgien major de Montréal, lui fit une

incision pour rejoindre les deux plaies, ce qui lui causa une douleur si vive qu'elle se trouva mal. La maladie, loin de diminuer, augmenta; elle fut arrêtée quelque temps sans pouvoir marcher que dans la maison encore que difficilement. ... Un autre chirurgien employa des simples pour la guérir, mais ce fut en vain, le mal devint ensuite beaucoup plus douloureux. ... Elle souffrit qu'on mit sur ses genoux des crapauds vivants qui... Enfin après six ou sept ans de souffrance, elle se trouva guérie tout à coup, sans aucun secours humain, guérison que ses compagnes regardèrent comme un miracle».

Et pendant tout ce temps, elle dirigeait un hôpital tout en jetant les bases d'une grande communauté de religieuses hospitalières. On présume que la médecine de son temps, dont elle avait eu une solide expérience, l'avait persuadée que ce qu'on pouvait faire de mieux pour les malades, c'était de leur offrir un asile, un hôpital où, à défaut d'être traités efficacement, ils seraient entourés d'un minimum de soins et d'attention. Cette philosophie a-t-elle vieilli autant qu'on le dit?

Victime ou héroïne?

De l'avis des experts que cite le docteur Leblond, la maladie du genou de Madame était d'origine gonococcique et vraisemblablement attribuable aux moeurs de son mari: «Beau gars, volage, débouché, François You d'Youville était rarement à la maison ou n'y était que pour faire des enfants à sa femme. Il lui en fit six en huit ans de mariage». Madame d'Youville avait donc connu la vie, et quelle vie! avant de se faire religieuse.

Devant elle, l'histoire nous donne le choix: la présenter comme une victime ou comme une héroïne qui a trouvé dans son malheur la force d'aider les autres à surmonter le leur.

Cela nous ramène au débat suscité par le livre de Roch Côté. La violence conjugale ne date pas d'aujourd'hui, Madame d'Youville et sa mère en sont la preuve. Faut-il louer nos contemporains de ce qu'ils veulent en finir avec ce fléau, ou au contraire leur reprocher de vouloir épurer l'espèce humaine, entreprise toujours dangereuse? On ne saurait en tout cas reprocher au Québec catholique traditionnel d'avoir célébré la force morale grâce à laquelle une femme, elle-même victime de la violence, échappa aux séquelles d'un malheur jugé inéluctable.



Lysiane Gagnon

La retraite obligatoire

Peu de temps après son entrée en fonction, le juge en chef de la Cour suprême, Me Antonio Lamer, déclarait que l'interprétation de la Charte des droits devait tenir compte de facteurs sociaux et économiques, et que les tribunaux devaient prendre garde de se substituer aux élus.

De toute évidence, Me Lamer ne parlait pas à travers son chapeau (ou son tricorne!). Le jugement que vient de rendre la Cour suprême, concernant la retraite obligatoire à 65 ans, reflète fort bien la philosophie de son nouveau juge en chef. Et c'est tant mieux.

Dans un jugement majoritaire marqué par le bon sens, la Cour suprême vient de décréter que la responsabilité d'imposer ou non la retraite obligatoire incombe aux gouvernements plutôt qu'aux tribunaux. La Cour dit que si la retraite obligatoire — à 65 ans par exemple — constitue une forme de discrimination selon l'âge, il s'agit d'une limite raisonnable, justifiable dans une société démocratique.

Concrètement, cela veut dire que les gouvernements qui, à l'instar du Québec, ont aboli la retraite obligatoire en croyant ainsi se conformer à la Charte des droits, pourraient en toute quiétude revenir sur leur décision. (Le Québec, l'Alberta et le Manitoba, de même que le gouvernement fédéral pour ses propres employés, ont aboli la retraite obligatoire.)

Au Québec, il y a huit ans qu'on a théoriquement le droit de conserver son emploi jusqu'à son lit de mort. Étrange conception des droits fondamentaux, que celle qui transforme en droit sacré le maintien dans un emploi pendant un demi-siècle... et qui par ailleurs tolère des taux élevés de chômage chez les jeunes.

Que fait-on des autres générations, de ces jeunes diplômés sans perspective de travail intéressant, de ces «chargés de cours» qui à 35 ans n'ont jamais connu que des emplois précaires?

La Cour suprême ne force pas le gouvernement québécois, pas plus que les autres, à changer son fusil d'épaule. Mais s'il le fait, le Québec ne s'expose à aucune contestation judiciaire, parce que la cause est déjà entendue.

C'est surtout du milieu universitaire et médical, dans les provinces qui n'avaient pas encore légiféré sur la question, que sont venues les contestations qui ont abouti en Cour suprême: de professeurs d'université de Colombie-Britannique et d'Ontario, et de quatorze médecins du Vancouver General Hospital.

Car ne nous y trompons pas. L'abolition de la retraite obligatoire ne favorise qu'une classe de gens, comme par hasard la classe déjà privilégiée — celle des gens qui font un travail intellectuel et valorisant, ne requérant pas de force musculaire.

Quand a-t-on vu un débardeur, un vendeur de chaussures, une femme de ménage, un mineur de fond, un chauffeur d'autobus ou une infirmière aux soins intensifs s'obstiner à travailler jusqu'à 75 ans? Dans la plupart des secteurs d'emploi, la retraite à 65 ans est vue comme une libération, à condition, évidemment, qu'elle ne vous plonge pas dans la misère.

Les plans de retraite ont été améliorés, à tous le moins dans les secteurs syndiqués, sans compter les programmes de retraite accélérée offerts par les entreprises qui veulent rajouter leur personnel ou éviter des licenciements. C'est pourquoi de plus en plus de travailleurs prennent leur retraite plus tôt. Tel est d'ailleurs l'argument qu'avancent les partisans de l'abolition de la retraite obligatoire, quand ils prétendent que la loi de 1982 n'a pas eu d'impact négatif sur la productivité et n'a pas fait «vieillir» indument le milieu du travail.

Mais l'argument boite, car il est fondé sur des statistiques globales. De quels secteurs proviennent ces retraites prématurées? C'est cela qu'il faudrait savoir.

Il est bien évident que c'est essentiellement dans les professions de type intellectuel qu'on s'est le plus prévalu de la loi de 1982. Dans les universités notamment — là pourtant où l'apport de sang neuf et le remplacement des générations sont essentiels à l'enseignement et à la recherche. Avec le secteur public et para-public et les médias, les universités ont été les premières touchées, car c'est le lieu entre tous où il est intéressant, et physiquement très possible, de continuer à travailler bien au-delà de 65 ans.

Bien sûr, 65 ans n'est pas si vieux, moins que jamais en fait, car l'espérance de vie est de plus en plus longue, et l'on connaît tous nombre de gens de cet âge qui sont en pleine possession de leurs moeurs.

Le problème, c'est que le marché du travail n'est pas extensible, et que le maintien dans ses fonctions de la main-d'oeuvre âgée bloque ou ralentit l'entrée des jeunes. L'autre problème, que les universités ressentent de plus en plus vivement, c'est le risque de sclérose. Un corps professoral qui ne se renouvelle pas se coupe des nouvelles avenues de recherche. Pour un Selye, pour un Einstein, il y a dix mille individus dans la moyenne, qui travaillent convenablement, mais qui, à un moment donné, devraient laisser la place à d'autres, quitte à poursuivre leurs activités sur un autre mode. (D'ailleurs, le régime antérieur permettait aux institutions de garder à leur service des gens de plus de 65 ans, quand leur contribution était jugée exceptionnelle. Bien avant que la loi ne force les universités à garder tout le monde sans exception, l'historien Stanley Ryerson continuait d'enseigner à l'UQAM passés 65 ans, et l'écrivain Hugh McLennan, passés 80 ans, avait encore son bureau à McGill. Le problème, c'est que ce qui était naguère l'exception soit devenu la norme.)

Si, pour certains, la retraite est un appauvrissement matériel, ce n'est pas le cas des universitaires, des gens de profession libérale, des fonctionnaires ou des chirurgiens qui réclament le droit (cela s'est vu) de pratiquer des interventions délicates *ad vitam aeternam*. Tous ces gens ont des revenus supérieurs, et d'excellents régimes de retraite.

C'est par goût personnel qu'ils veulent rester au travail, ou parce qu'ils n'ont pas développé, durant leur vie, d'intérêt pour autre chose. «Mon travail, c'est mon seul hobby», dit un professeur de pharmacologie de 72 ans qui doit aux tribunaux d'être encore à son poste à la faculté de médecine de McGill.

Un hobby? C'est bien gentil. Mais pour combien de chercheurs de 25, 35, 40 ans, ce poste-là serait-il non pas un «hobby», mais un gagne-pain, sans lequel ils ne peuvent entamer la carrière et les recherches auxquelles leurs études les ont préparés?

Il y a d'autres raisons — d'ordre humain celles-là — qui militent en faveur de la retraite obligatoire. Paradoxalement, la loi actuelle compromet, bien plus que la limite arbitraire et mécanique de naguère, la dignité de ceux-là même qu'elle voulait aider. La suite mardi prochain.

L'anti-féminisme: un nouveau phénomène

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

«Vous êtes des assassines! Vous, les féministes, vous méritez toutes le peloton d'exécution!»

Ce sont les propos tenus par un certain M. Brosseau de St-Jean-sur-Richelieu, dimanche soir dernier à l'Université de Montréal. Deux cent personnes (majoritairement des femmes) y étaient réunies à l'occasion d'un débat sur Polytechnique. Le corps tremblant d'indignation, le sexagénaire et militant pro-vie — portant des lunettes noires pour l'occasion — s'est précipité au micro sitôt les présentations terminées. L'homme, de toute évidence, avait une mission: étaler sa haine du féminisme sur la place publique.

Jusqu'où cet homme était-il prêt à aller? La question trotait dans l'esprit de bon nombre, ce soir-là, à l'instar sans doute des nombreux policiers présents. À cause de Marc Lépine, évidemment. Mais pas seulement à cause de Marc Lépine.

À cause, aussi, du fait qu'il est de plus en plus courant de se buter contre un certain anti-féminisme, ces temps-ci. Anti-féminisme qui va des propos dits de bonne guerre de Roch Côté aux propos haineux de M. Brosseau, en passant par la «liste des 140 injustices dont sont victimes les hommes de la part des femmes en général et des féministes en particulier». La liste, dressée par le dénommé Comité anti-féministe de Montréal, m'a été envoyée par la poste cette semaine. La liste de doléances est tellement pathétique, je dois dire (du genre: «l'homme souffre de la cruauté mentale des femmes»), qu'on se surprend à douter du sérieux dudit Comité. Quoi qu'il en soit, cette liste n'aurait tout simplement pas existé il y a quelques années.

C'est bizarre, non? Loin d'être le phénomène isolé qu'on avait prédit, l'anti-féminisme primaire de pen-

Marc Lépine fait des petits. Loin de jouir, comme on aurait pu le croire, d'une nouvelle vigueur suite à la tragédie, le mouvement des femmes est de plus en plus discrédité, banni. Aujourd'hui, le problème n'est pas tant les inéquités sociales; le problème, nous dit-on, ce sont celles qui en parlent. Mais que se passe-t-il donc?...

Un monde amélioré

Trois choses, en fait. D'abord, la présomption que nous vivons aujourd'hui dans un monde sensiblement amélioré. Cette présomption n'est pas typiquement québécoise, on la retrouve partout dans les pays occidentaux. Nous vivons dans un monde tellement plus «civilisé», veut cette présomption, que le racisme, le sexisme et même, la guerre n'existeraient quasiment plus. Il y aurait bien sûr encore certains problèmes à régler mais rien qui ne saurait nous échapper. Après 20 ans de militantisme, l'injustice sociale n'a plus, croit-on, de secret pour nous.

C'est ce qui explique la publication de «Manifeste d'un salaud» aujourd'hui, plutôt qu'il y a 10 ans. Ce manifeste aurait été impensable, il y a 10 ans. Non pas que les doléances contre le féminisme étaient alors inexistantes, au contraire. Seulement, les retards qu'accusaient les femmes étaient alors si évidents, si bouleversants surtout, qu'il aurait été grossier de s'en prendre à celles qui menaient le combat. Mais plus aujourd'hui! Peu importe si les progrès réalisés par les femmes sont finalement assez minces — et ô combien fragiles! —, l'illusion du progrès, caractéristique incontournable du monde moderne dans lequel nous vivons, nous permet de faire comme si de rien n'était.

La jeune génération

Deuxième raison pour cet anti-féminisme naissant: les jeunes femmes. L'anti-féminisme ambiant s'appuie énormément sur le fait que les femmes elles-mêmes, et surtout les jeunes femmes, sont promptes de nos jours à se dissocier du féminisme. Ces jeunes femmes: qui — par leur liberté de pen-

sée et d'action — incarnent mieux que quiconque le progrès des 20 dernières années, ne sont-elles pas, après tout, la meilleure preuve que le féminisme est dépassé?

C'est oublier, évidemment, que chaque jeune génération a le besoin quasi viscéral de se démarquer de ses aînés. Personne ne veut être «comme ses parents». C'était vrai hier, c'est encore vrai aujourd'hui. C'est oublier, aussi, que ces jeunes (et parfois moins jeunes) femmes ont terriblement besoin de croire que, pour elles, «ce ne sera pas pareil». C'est en affichant une certaine indifférence que ces femmes masquent, en fait, la peur qu'elles ressentent face à ce qui les attend: prouver qu'elles sont aussi bonnes, voire meilleures que des hommes.

Une étude publiée samedi dernier dans *The Gazette* illustre bien l'ambivalence où baignent les jeunes femmes aujourd'hui. Tout en rejetant le féminisme, celles-ci vivent dans l'incertitude et la peur, dit l'étude menée par le «Canadian Federation of Teachers» en juin dernier. Peur d'être abandonnées par leur partenaire, peur d'être pauvres, peur d'être agressées sexuellement. Elles en veulent aussi à aux garçons qui n'ont pas su, disent-elles, évoluer au même rythme qu'elles.

«Il faut apprendre à lutter contre la discrimination», écrit l'une d'elle, mais sans être féministe (ouache).

Ouache, en effet. Car nous voilà devant tout un dilemme: sans beaucoup de changements (profonds), sans beaucoup de moyens d'y parvenir non plus.

Une image négative

Ce qui m'amène à la troisième raison de l'anti-féminisme: l'image extrêmement négative qui a été retenue du mouvement des femmes. On semble oublier les grands objectifs poursuivis par le féminisme (égalité, justice sociale, respect des différences), pour ne retenir aujourd'hui que la soi-disante division opérée entre les sexes.

C'est travestir l'histoire que de prétendre une chose pareille. Fouillez dans le vécu de la majorité

des féministes et que trouverez-vous? Des hommes, beaucoup d'hommes mêmes. Fouillez maintenant dans le vécu des hommes qui aujourd'hui poussent les hauts cris face aux soi-disant radicaux et que trouverez-vous? Une vie affective en déroute. Ces derniers se targuent d'avoir «l'esprit critique» mais, en fait, c'est de vengeance personnelle dont il s'agit trop souvent.

Est-ce à dire que le féminisme n'a rien à se reprocher? Non. Comme toute idéologie, le féminisme a ses pièges. Comme toute idéologie, le féminisme a ses empêchuses de tourner en rond. Elles étaient présentes, justement, dimanche soir dernier, à dénigrer tout ce qui bouge, à répéter les mêmes énormités. Ce qui choque c'est que, non seulement ces «radicales lesbiennes féministes» n'en finissent plus d'accuser les hommes, elles ne cessent de culpabiliser et de «victimiser» les femmes. Y en a marre.

Mais ces quelques emmerdeuses — qui ne sont représentatives ni des lesbiennes ni des féministes en général — sont-elles responsables de l'image négative du féminisme? Si peu. Elles n'existeraient pas que le «backlash» féministe existerait tout autant. On s'insurge actuellement contre les généralisations du féminisme mais ce n'est pas là le vrai problème. Le vrai problème c'est que la vocation des femmes a, grâce au féminisme, et en très peu de temps, complètement changé. Et le statut des femmes ayant changé, les rapports hommes-femmes ont forcément été bouleversés, eux aussi.

Il y a une incertitude monstre autour de ces nouveaux rapports qui, disons-le franchement, se sont faits à tâtons, à l'improviste, chacun pour soi. Tout le monde (ou presque) a souffert à ce compte-là, depuis 20 ans. Mais personne n'en parle. Il est là le vrai problème. L'anti-féminisme qui se manifeste actuellement est une façon d'évacuer ce malaise sans jamais l'aborder franchement.

Surtout, c'est une façon de résister au changement. Le vrai changement: celui qui se passe par en-

LA RÉVOLUTION DU LOBBY VERT

Le Québec connaît une expansion phénoménale de ses mouvements écolos qui atteignent le chiffre de 700

ANDRÉ NOËL



Les chasseurs, qui cherchent des orignaux dans les Hautes-Laurentides, ne connaissent peut-être pas la structure moléculaire du cadmium, mais ils savent qu'ils ne peuvent pas manger le foie de leurs proies, contaminé par ce métal lourd.

Les mères de famille du quartier Guybourg, à Montréal, ne pourraient pas calculer elles-mêmes la concentration de plomb dans la cour de leur maison, mais elles savent qu'elles ne doivent plus laisser leurs jeunes enfants jouer dans les carrés de sable.

Les Québécois constatent la dégradation de leur environnement sous ses formes les plus crues. Des bûcherons ont été mis à pied en Abitibi parce qu'il ne reste plus assez de bois à couper. Des pêcheurs survivent avec des allocations d'assistance sociale en Gaspésie parce qu'il ne reste plus assez de poissons à capturer. Des femmes hésitent à allaiter leurs enfants parce que le lait maternel contient désormais trop de dioxines.

Et partout, des ouvriers, des cultivateurs, des secrétaires, des étudiants, des scientifiques, des militants syndicaux, des hommes d'affaires ont formé des comités de protection de l'environnement. Il y a une véritable floraison de groupes écolos, constate Marcel Harnois, de la division de l'éducation au ministère de l'Environnement.

Plus de 700 noms figurent dans le répertoire environnemental du ministère; les groupes s'occupent d'éducation, de protection, de conservation, de recherche, de recyclage, auxquels s'ajoutent des associations de loisirs scientifiques et des comités divers, comme l'Association des non-fumeurs.

On trouve des groupes dans les plus petits villages, comme le Regroupement d'opposition au dépot de Sainte-Geneviève-de-Bétherville, et dans des secteurs défavorisés de Montréal, comme le quartier Guybourg. Dans les années 70, les comités de citoyens se battaient pour de meilleurs logements. Aujourd'hui, ils militent pour un meilleur environnement.

Des super-organisations

À côté de ces comités locaux, se sont développées des super-organisations. Il y a cinq ans, Greenpeace avait seulement un casier postal à Montréal et comptait quelques membres. Aujourd'hui, le groupe a 75 000 membres donateurs au Québec; la moitié sont membres en bonne et due forme.

Greenpeace occupe maintenant deux étages d'un vaste building, dans le quartier montréalais de Saint-Henri. Sa liste de paye comprend cinq administrateurs et secrétaires, trois agents de recrutement, cinq professionnels affectés à la recherche et aux actions. On embauche parfois des anciens policiers et des professeurs d'université pour mener des enquêtes spéciales, et jusqu'à une centaine de recruteurs l'été.

Les professionnels communiquent par ordinateur avec les bureaux installés dans une trentaine de pays. L'organisation compte 4,5 millions de membres dans le monde; l'Internationale verte a remplacé l'Internationale rouge.

D'autres organisations s'appuient sur un membership

impressionnant. La Fédération québécoise de la faune a 250 000 membres répartis dans 343 associations. Le réseau des groupes écologiques du Canada estime à trois millions le nombre de ses membres au Canada, dont près d'un million au Québec.

«Le développement est remarquable», dit Christian Simard, directeur de l'Union québécoise de la conservation de la nature. Partie d'un petit noyau de militants qui s'opposaient à la destruction des battures de Beauport, en face de l'île d'Orléans, l'UQCQ réunit une centaine de groupes. Près de 60 000 membres (en comptant les membres des associations).

«Il y a 10 ans, on était quelques-uns. On n'avait pas de force politique. Maintenant, il y a des groupes partout. Des experts participent au mouvement. On est solides.» Le fondateur de l'UQCQ, Harvey Mead, a commencé par se faire traiter de «oiseaulogue» par le maire de Beauport. Depuis cette année, il est sous-ministre à l'Environnement.

Cheveux longs et vêtements bizarres

À ses débuts, le mouvement environnemental était vu comme un mélange d'engagés et de doux rêveurs, portant des cheveux longs et des vêtements bizarres, et disant un peu n'importe quoi.

Aujourd'hui, les groupes jouissent d'une grande popularité. Selon un récent sondage TVA-L'Actualité, 80 p. cent des gens leur font confiance en ce qui concerne la protection de l'environnement. La proportion tombe à 50 p. cent pour le gouvernement du Québec, 40 p. cent pour l'industrie privée et 38 p. cent pour le gouvernement fédéral.

La plupart des groupes s'appuient désormais sur des bases scientifiques. Ils ont attiré des biologistes, des économistes, des chimistes, des ingénieurs. L'UQCQ, par exemple, a embauché un géologue pour produire un impressionnant mémoire sur l'enfouissement des déchets nucléaires.

Même les petits groupes de quartier profitent de la contribution d'experts. L'histoire du comité de citoyens du quartier Guybourg est éloquent.

Martine Poirier, une mère de famille âgée de 27 ans, vit dans le quartier, sur la rue Dufresne, depuis l'âge de trois ans. Pendant toute son enfance, elle a vu la compagnie Métaux Ballast Inc. cracher de la fumée noire dans sa cour. Les propriétaires ont fini par fermer l'usine, qui recyclait des batteries, et en ont ouvert une autre sur la Rive-Sud, puis une autre à Saint-Jean-sur-Richelieu, où ils ont pollué tout un quartier.

Le printemps dernier, M^{me} Poirier a appris que les terrains du quartier pouvaient être contaminés au plomb. Elle a réuni quelques mères de famille chez elle pour créer un comité. Puis elle a organisé une assemblée publique dans un sous-sol d'église, et invité des fonctionnaires de plusieurs organismes.

Deux cent-cinquante personnes sont venues et ont bombardé les fonctionnaires de questions. Le ministère de l'Environnement a fait des tests, qui ont confirmé la présence de plomb. Le comité continue de faire pression pour obtenir un programme de décontamination.

Deux ingénieurs en environnement, deux avocats également spécialisés en droit de l'environnement, et une experte en maladies professionnelles se sont joints au comité. «On ne se laisse pas endormir par les experts du ministère de l'Environnement», dit M^{me} Poirier. On est souvent capables

de faire une meilleure analyse qu'eux.»

Peu d'organisations font un véritable lobby. On ne trouve pas à Québec des lobbyistes professionnels payés pour obtenir de nouveaux règlements en environnement, comme c'est le cas à Washington.

La plupart des groupes basent leur stratégie sur la sensibilisation de l'opinion publique et sur des actions directes. Greenpeace, cet été, a bloqué la voie ferrée servant au

transport de chlore vers une usine de pâte et papier à La Tuque. Des groupes beaucoup plus radicaux, comme Earth First!, planifient des actions d'éclat.

«La prochaine étape, c'est l'action politique, estime Suzanne Saint-Amour, conseillère pédagogique et militante écologiste de longue date à Mont-Laurier, au nord de Montréal. Il faudra faire battre les députés et les ministres qui ne se soucient pas assez d'environnement.»

PHOTOS: PHOTOTHEQUE La Presse



Qui fait quoi dans ce lobby vert

Greenpeace

Envergure mondiale

Avec ses 4,5 millions de membres répartis en Asie, en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, Greenpeace est la plus importante organisation environnementale au monde. Le groupe mène des campagnes internationales. Il privilégie l'action directe, non violente. Il compte plus de 30 000 membres au Québec.

Greenpeace est née au Canada, sur la côte ouest, en 1970. Les premiers militants se sont rendus en bateau vers Amchitka, pour empêcher un essai nucléaire. Ils s'inspiraient d'une vieille tradition des Quakers, basée sur le «témoignage direct». Lorsque les Quakers voulaient protester contre une activité, ils marquaient leur opposition par leur présence.

Les premières activités de Greenpeace, sur la côte est, étaient fort impopulaires. Le groupe a organisé une campagne internationale contre l'abattage de bébés phoques. La victoire s'est soldée par l'effondrement d'une industrie dans des régions déjà pauvres.

Les débuts ont été lents au Québec. Mais le développement est fulgurant depuis cinq ans. Plus de 70 000 Québécois ont donné de l'argent à l'organisation cette année. «L'incendie de Saint-Basile-le-Grand nous a donné un bon coup de pouce», dit la directrice générale, Brigitte Gagné, 38 ans.

Greenpeace-Québec agit dans cinq secteurs: pâtes et papiers, transport des déchets, protection du Saint-Laurent, énergie et écotoxicologie. Le groupe fait des recherches et mène de front actions et lobby.

Brigitte Gagné a rencontré le ministre responsable Pierre Paradis, en juin. «Une réunion amicale», dit-elle.

En octobre, des militants se sont rendus à La Tuque. Ils ont bloqué le chemin de fer servant au transport de chlore pour une usine de papier.

L'action a fait du bruit. Le groupe rencontre en même temps des fonctionnaires pour les convaincre d'interdire l'utilisation du chlore pour le blanchiment de la pâte à papier.



Des militants de Greenpeace ont placardé une cheminée des mots «ALCAN CAN-CER» à Chicoutimi, en 1988.

La Fondation québécoise en environnement

D'abord l'éducation

La grimace est assurée quand vous parlez de la Fondation québécoise en environnement à un militant vert. Les mauvaises langues la comparent à un «club de pollueurs». Son président-fondateur, Louis-Paul Allard, parle de la nécessaire concertation avec les industries polluantes.

La Fondation a 45 000 membres amis, qui payent 25 \$ par année, et 100 membres d'élite, qui payent 200 \$. Parmi les supporters, on trouve des universitaires, mais aussi des hommes d'affaires, certains venant de grandes entreprises.

Louis-Paul Allard, avocat, animateur de radio, fondateur du Mouvement À Court d'Eau dans la région de la rivière l'Assomption, a créé la Fondation en 1987 surtout dans un but d'éducation populaire.

L'organisation a financé la production de vidéos et d'émissions de télévision sur les espèces menacées, sur les bonnes habitudes environnementales et aussi sur le syndrome du «pas dans ma cour».

«Le syndrome est un problème, dit Louis-Paul Allard, 44 ans. Il faut développer une maturité écologique. Oui, on vit dans une société à risques. Il faut les assumer. Il faut les partager. Si toutes les régions ne voulaient aucune pollution, il n'y aurait plus de trains, plus d'avions dans le ciel, plus de bateaux sur le fleuve. Ça n'a pas de sens.»

Des membres de la fondation ont tenté de s'attaquer au syndrome, cette année, en voulant convaincre la population de Joliette d'accepter de laisser faire des tests d'incinération d'huiles contaminées aux BPC dans un four à ciment. Mais en vain.

La Fondation, qui a un budget annuel de 1,1 \$ million, peut se vanter cependant d'avoir mené avec succès certaines activités de lobby. C'est grâce à elle si le gouvernement fédéral a installé le Centre Saint-Laurent à Montréal, plutôt que dans ses laboratoires déjà existants de Burlington, en Ontario. Pendant des mois, la Fondation a mobilisé des personnalités pour faire pression sur les ministres fédéraux.

C'est aussi la Fondation qui a suggéré la création d'un fonds de recherche scientifique de 50 millions. Le gouvernement provincial a repris l'idée. «Mais ça n'a pas l'air de déboucher», déplore Louis-Paul Allard. Il va falloir reprendre les pressions.»



Louis-Paul Allard, animateur à CKAC, a créé la fondation.

Chasseurs devenus écolos

La Fédération de la faune

Les chasseurs, des militants écologistes? Oui, affirme André Pelletier, président de la puissante Fédération québécoise de la faune, qui regroupe 343 associations comptant 250 000 membres, dont 90 p. cent sont des chasseurs.

«Les chasseurs sont directement touchés par la destruction des forêts, dit M. Pelletier. Ils se sentent concernés à chaque fois qu'un habitat faunique est abimé.»

La Fédération, créée en 1945, regroupe surtout des groupes de chasseurs, mais aussi des comités préoccupés par la protection de l'environnement. Elle s'est jointe à une vaste coalition contre les projets d'Hydro-Québec à la Baie James et à la Baie d'Hudson.

Elle se bat aussi pour la conservation des parcs et des réserves fauniques. Elle mène actuellement une campagne pour protéger un des trois habitats de caribous situés au sud du 52^e parallèle, près de Val d'Or.

«Un organisme paragouvernemental, la Fondation de la faune, vient de donner 60 000 \$ pour protéger les 200 caribous de la Gaspésie, explique M. Pelletier. Mais pendant ce temps, le ministère de l'Énergie et des Ressources autorise des coupes à blanc dans l'habitat de Val d'Or.»

Environ 150 caribous paissent et se reproduisent près du lac Sabourin, au sud de Val d'Or. Le troupeau est très fragile. Si les compagnies forestières rasent la forêt, il va probablement disparaître, prévient M. Pelletier.

La Fédération combat les coupes à blanc dans tout le Québec. «Elles ne sont pas conformes aux principes de développement durable, dit M. Pelletier. On ne préserve pas l'avenir en faisant des déserts. Le reboisement d'espèces uniques n'est pas la solution: il ne tient pas compte de la nécessaire diversité biologique.»

Par le biais de sa propre fondation, Héritage Faune, la Fédération achète des territoires qu'elle veut protéger. Elle a ainsi acquis, avec Canards Illimités, des terrains servant aux sauvagines dans la Baie du Febvre, sur le lac Saint-Pierre.

Earth First! rien dans les n

Ce groupe radical, qui appelle à détruire au nom de l

ANDRÉ NOËL

«Des individus ou des petits groupes peuvent facilement saboter des lignes de haute-tension», explique Dave Foreman, fondateur du groupe Earth First!, un groupe écologiste radical qui menace d'intervenir à la Baie James.

Dans son livre, *Ecodefense: A Field Guide to Monkeywrenching*, Foreman propose quelques techniques:

1. Retirer les boulons des pylônes
2. Couper les pylônes avec des scies à métaux ou avec des torches

3. Tirer des balles dans les isolateurs (avec un fusil) ou dans les conducteurs électriques (avec de puissantes carabines).

Earth First! (La Terre d'abord!) est un groupe qui ne ressemble à aucune autre organisation environnementale... et qui suscite beaucoup de craintes au sein des grandes entreprises. Ses sympathisants ont cessé de croire dans les mécanismes de contestation habituels, et décidé de passer à l'action directe.

«Earth First! est basé sur la philosophie d'écologie profonde, souligne Marcel Harnois, qui suit de près l'évolution des groupes au ministère de l'Environnement du Qué-

bec. Selon cette théorie, l'être humain n'est pas plus important que les autres êtres vivants. La Terre elle-même est un organisme vivant qu'il importe de protéger contre la destruction, et par tous les moyens.»

Le groupe n'a pas de structures, ni de siège social. Majs il prétend avoir 15 000 membres aux États-Unis et au Canada anglais. «N'importe qui peut créer une section d'Earth First!», affirme Mike D'Amico, au cours d'un entretien au téléphone depuis Tucson, en Arizona, où le premier groupe EF! a été formé il y a 10 ans.

«Les membres d'Earth First! sont contre la violence. Ils s'assurent que leurs actions

ne blessent personne. Mais nous n'avons pas la même attitude envers les machines. Des individus peuvent décider de briser des choses, afin de protéger la vie.

«Nous ne faisons pas l'apologie du sabotage. Nous ne le condamnons pas non plus. Il faut voir les faits: nous sommes en guerre. Nous traversons une des plus grandes périodes d'extinction en trois milliards d'années d'évolution. Les ours et les arbres ne peuvent pas parler: nous prenons leur défense.»

Dans sa livraison du 21 juin, le *Earth First! Journal* annonce des actions d'envergure pour stopper les projets d'Hydro-Québec à la Baie James. «EF! in Canada is plan-

ning a MAJOR action BAY II project, peut-être, contactez le numéro de téléphone Kaulbars, à Ottawa.

«Je ne sais pas ce que James, a répondu M d'un entretien récent ce seulement à avoir bec. Pour ce qui est (sabotage)... c'est au der si c'est utile. C'est alors c'est aux gens circonstances.»

La venue possible pendant des sœurs-f



Les militants de Greenpeace. Il y a cinq ans, Greenpeace n'avait qu'un casier postal à Montréal; aujourd'hui, l'organisation emploie 13 personnes à temps plein et plusieurs contractuels.



Il y a dix ans, Harvey Mead se faisait traiter d'«oiseaugue». Aujourd'hui, M. Mead est sous-ministre à l'Environnement, à Québec.

Mme Martine Poirier et ses enfants, derrière sa maison de l'est de Montréal. Après avoir appris que le soi de son quartier pourrait être contaminé, Mme Poirier a créé un comité qui fait pression sur le ministère de l'Environnement pour qu'il nettoie le quartier.

québécois

La SVP

C'est surtout Daniel Green

La Société pour vaincre la pollution (SVP), c'est surtout un militant au nom prédestiné, Daniel Green. Trente-cinq ans, le regard vif, la parole facile, Daniel Green est le plus connu au Québec, celui que les journalistes appellent spontanément pour avoir un point de vue sur n'importe quel dossier vert.

Créée en 1970, la SVP est le plus vieux groupe francophone qui milite contre la pollution en Amérique du Nord, souligne Daniel Green, au cours d'un entretien dans les bureaux du groupe, dans le Vieux-Montréal.

La SVP a commencé à s'occuper de pollution urbaine. Elle a aussi mené une campagne contre la pollution au mercure. Aujourd'hui, Daniel Green se bat contre la contamination du ministère de l'Environnement. «On ne réussira pas à dépolluer le Québec sans dépolluer le ministère», dit-il.

Daniel Green parle régulièrement au ministre Pierre Paradis. En moyenne, une fois par mois. «C'est parfois lui qui m'appelle, dit-il. Les conversations ne sont pas toujours amicales. Je peux dire qu'une discussion porte fruit quand le ministre se fâche.»

La SVP mène une bataille devant la Commission d'accès à l'information pour obliger le ministère de l'Environnement à divulguer les manifestes de transport des déchets dangereux. Daniel Green plaide sa cause lui-même. Si bien, que les avocats du ministère l'appellent «maître».

Le groupe compte environ 500 membres et de trois à cinq militants permanents. L'adhésion coûte 15\$ par année. Le budget varie entre 100 000 et 175 000\$. Les fondations privées donnent beaucoup. Les gouvernements subventionnent le programme «Info-Pêcheurs», qui informe les pêcheurs du degré de contamination des poissons capturés dans le Saint-Laurent.



Daniel Green c'est la SVP. Et vice-versa.

Comité Baie James

La Baie James II, non merci!

Le facteur sonne toujours deux fois. Hydro-Québec aussi. La première fois, Hydro a pu entrer à la Baie James. La deuxième fois, des militants espèrent que la population lui dira: Non merci!

Quinze ans après les premiers débats sur le développement de la Baie James, des militants reprennent le flambeau. Rocky II, Baie James II, comité Baie-James II. L'âme du comité: Hélène Lajambe, une économiste de l'Université McGill.

Le comité Baie James réunit une centaine de personnes. Ce n'est pas beaucoup si on compare avec d'autres groupes. Mais le comité a un impact majeur. Il est le noyau de la Coalition pour un débat public sur l'énergie, qui regroupe de puissantes organisations, comme l'Assemblée des évêques, les centrales syndicales, le Grand Conseil des Cris, etc.

Objectifs: obliger le gouvernement provincial à tenir un débat sur la conservation d'énergie et à imposer un moratoire sur les développements d'Hydro-Québec. Nom de l'opération: Hydro-Glasnot.

«Tous les monopoles sont surveillés par des organismes publics, souligne Marc Chénier, un porte-parole. Bell Canada doit répondre au CRTC, les entreprises de transport répondent à des commissions... Mais, qui contrôle Hydro?»

«Hydro-Québec veut endetter le Québec de 62 milliards pour développer la Baie-James, et personne n'est consulté? Ses méga-projets vont détruire des milliers de kilomètres carrés, causer de la pollution par le mercure, affecter le mode de vie des Cris, mais on n'a rien à dire?»

Le comité Baie James compte dans ses rangs des économistes, des géologues, des mathématiciens. Il mène ses activités de lobby aux États-Unis, dans le Canada anglais, à Ottawa et à Québec. Des activités suivies de près par Hydro-Québec.

L'Union québécoise de la conservation de la nature

Les spécialistes du lobby

Le lobby, l'Union québécoise de la conservation de la nature connaît ça: depuis cinq ans, elle a produit une centaine de mémoires sur des sujets divers que les déchets dangereux, l'avenir du parc du Mont-Tremblant et le plan de transport de la région de Montréal.

L'UQCN — un des groupes écologiques les plus importants du Québec, au centre de l'échiquier — est présente dans tous les débats. Elle intervient dans presque toutes les audiences publiques, locales ou nationales.

Elle a plusieurs victoires à son actif. C'est en partie grâce à ses pressions que le Québec est maintenant doté d'une loi obligeant les pollueurs à décontaminer leurs terrains.

L'UQCN a convaincu des fondations philanthropiques de verser un demi-million de dollars au programme Stratégie Saint-Laurent, qui vise à impliquer les citoyens dans la dépollution du fleuve.

L'organisation a contribué à la formation de coalitions dans 23 zones d'intervention prioritaire tout le long du fleuve et de ses principaux affluents. L'UQCN et d'autres groupes ont amené le ministre de l'Environnement, Pierre Paradis, à décréter la tenue d'audiences publiques sur sept grands projets industriels entourant la construction du complexe Soligaz à Varennes.

«La généralisation des audiences publiques est un de nos chevaux de bataille, dit Christian Simard, directeur de l'organisme, créé il y a 10 ans. Il est anormal que les citoyens n'aient pas leur mot à dire quand, par exemple, des alumineries s'installent dans leur cour arrière.»

Le principe des audiences est reconnu par la Loi sur la qualité de l'environnement. Mais il n'est toujours pas en vigueur. Contre toute attente, le conseil des ministres a refusé de décréter son application cette année. L'UQCN a montré que c'était à cause des pressions d'entreprises comme Alcan.

«On a des contacts qui nous tiennent informés de ce qui est prévu au conseil des ministres, dit M. Simard. Ça nous permet d'intervenir au bon moment.» L'UQCN regroupe 6000 membres individuels, ainsi qu'une centaine d'associations, comptant elles-mêmes 55 000 membres. Elle emploie de huit à 13 employés, et publie le magazine *Franc Nord*.

L'Association québécoise de lutte contre les pluies acides

S'attaquer à la plus grave des pollutions

Un être humain peut se passer de manger pendant 40 jours, de boire pendant sept jours, et de respirer pendant... trois minutes, souligne André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre les pluies acides (AQLPA).

«Les problèmes de pollution de l'air sont les plus graves, dit-il. On peut toujours contenir la contamination d'un terrain ou d'une rivière, mais pas celle de l'atmosphère. La pollution de l'air affecte à son tour les sols et les nappes d'eau.»

L'AQLPA a été créée en 1982. Elle compte 2000 membres et regroupe une soixantaine d'organisations, dont certains conseils municipaux. L'an dernier, elle a vu ce que c'était que d'attaquer le gouvernement de front: ses fonds ont été coupés. Son budget est passé de 400 000 à 100 000\$.

«On a crié fort, l'an dernier, quand Hydro-Québec a remis en marche la centrale thermique de Tracy et racheté les contrats de bi-énergie, dit M. Bélisle. À cause de ça, le Québec était incapable d'atteindre son objectif de réduction de 50 p. cent des émissions de dioxyde de soufre, responsables des pluies acides.»

«Le ministère de l'Environnement a fini par obliger les pétroliers à réduire le contenu de soufre dans le mazout. Mais il a aussi réduit nos subventions.»

Les compressions ont aussi touché d'autres groupes, dit-il. «Depuis le départ du ministre Clifford Lincoln, Québec n'appuie plus les groupes écologiques. Il donne des contrats et des commandites à la Fondation québécoise en environnement, qui sert de faire valoir au gouvernement et aux compagnies.»

L'AQLPA a lancé un programme de jumelage entre villes québécoises et américaines, pour amener le gouvernement américain à réduire ses émissions de SO₂. «Il y a une bonne évolution du dossier aux États-Unis, dit M. Bélisle. Mais il n'y a pas encore de quoi fêter: le Clean Air Act n'est toujours pas modifié.»

L'Association a deux projets en marche: un centre de vacances, en Estrie, et une campagne pour la conservation de l'énergie.

main, rien dans les poches

La conservation, menace, entre autres, la Baie James II

Contre le JAMES II. Si vous êtes intéressés, suivez l'adresse, et le nom de Mike...

se passer à la Baie James, au cours de la Baie James II. Les membres au Québec... Des militants de Earth First! ont montré de quoi ils étaient capables cet été, en Californie et en Ontario. Une de leurs tactiques préférées consiste à planter des clous de 15 centimètres dans les arbres convoités par les compagnies forestières.

d'Hydro-Québec. Luc Sergerie, analyste socio-politique, et Gilles Dauphin, chargé de projet, ont commencé à recueillir de la documentation sur le groupe.

«Pour l'instant, leurs militants ne semblent pas très bien implantés au Québec, affirme Luc Sergerie. Je me demande si leurs tactiques auraient du succès ici. Mais ils semblent un peu fanatiques... On ne sait pas trop à quoi s'attendre.» Des militants de Earth First! ont montré de quoi ils étaient capables cet été, en Californie et en Ontario. Une de leurs tactiques préférées consiste à planter des clous de 15 centimètres dans les arbres convoités par les compagnies forestières.

Les clous brisent les dents des scies mécaniques ou endommagent sérieusement l'équipement des usines. L'industrie du bois de sciage estime que les opérations de «tree spiking» lui ont coûté 25 millions aux États-Unis.

«La plupart des entreprises ont une petite marge de profit, constate David Foreman dans *Ecodefense*. Le sabotage réduit tellement ces profits que les entreprises peuvent décider d'abandonner la partie.»

Son livre explique comment saboter des bulldozers en versant du Drano dans les radiateurs ou en coupant les tuyaux d'air com-

primé. Un chapitre est consacré à la destruction des hélicoptères et des petits avions utilisés sur les chantiers éloignés. «La moindre encoche ou bossellement sur le rotor principal rend obligatoire le remplacement de tout le rotor», affirme Foreman.

Sur la Côte-Ouest, les autorités publiques et des groupes industriels ont trouvé plusieurs épithètes pour qualifier les militants de Earth First!: «écoterroristes» ou «écosaboteurs».

Le FBI a dépensé deux millions pour infiltrer le groupe. En mai, une bombe a explosé dans une auto transportant deux militants, Darryl Cherney et Judi Bari. Cherney et Bari

ont été arrêtés. Deux mois plus tard, le District Attorney refusait pour une troisième fois de porter des accusations; il est apparu que les deux militants n'avaient rien à voir avec l'explosion.

L'expression *monkeywrenching* est tirée d'un roman écologiste de Edward Abbey, publié en 1975, «The Monkey Wrench Gang». Foreman donne la définition de l'écosabotage: «Le *monkeywrenching* est non violent, non organisé, individuel, dispersé, varié, amusant, non révolutionnaire, simple, délibéré, éthique. Il vise des cibles précises, et se pratique juste au bon moment.»



Le Plan vert qui sera présenté mardi doit présenter la stratégie canadienne pour contrer toutes les grandes menaces à l'environnement: déchets toxiques, réchauffement de la planète, pluies acides, etc.

Le Plan vert de Robert de Cotret donne déjà les bleus aux écologistes



GILLES PAQUIN

En abandonnant son costume de banquier pour devenir le président du Conseil du trésor et de ce fait, l'exécutif des compressions budgétaires de Brian Mulroney, Robert de Cotret n'avait sans doute jamais imaginé qu'il se transformerait un jour en «écologiste».

C'est pourtant ce qu'il tentera de faire mardi prochain en dévoilant la première stratégie globale d'Ottawa en matière de défense de l'environnement: son déjà célèbre et tout aussi controversé Plan vert.

Ce document en préparation depuis plus d'un an doit, selon le ministre, nous dire comment le gouvernement s'y prendra pour «faire du Canada, d'ici l'an 2000, le pays industrialisé le plus en harmonie avec l'environnement». Rien de moins.

Selon les moyens d'actions proposés pour atteindre cet ambitieux objectif, selon les mesures législatives annoncées et bien sûr, selon l'importance du budget qui y sera rattaché, on pourra déterminer le poids du ministre au sein du cabinet. On en saura également long sur la volonté politique du gouvernement à ce sujet.

Lorsque Robert de Cotret a pris la relève de son collègue démissionnaire Lucien Bouchard en mai dernier, il a eu droit à un certain répit de la part des défenseurs de l'environnement. Si certains étaient méfiants face à cet ancien banquier, la plupart s'entendaient pour lui laisser le temps de mettre à profit l'influence acquise au Conseil du trésor.

Mais depuis, Robert de Cotret a connu une série d'accidents politiques qui inspirent des inquiétudes aux «verts», et même aux citoyens plus naïfs. Autrefois, ces derniers se satisfaisaient de savoir

que le ministre exigeait des études d'impact avant de donner le feu vert aux grands projets de développement économique. Maintenant, ils doutent du sérieux de la chose.

Les problèmes se sont multipliés

C'est que depuis quelques mois les cas problèmes se sont multipliés dans le dossier de l'environnement. Il y a d'abord eu la saga politico-judiciaire entourant la construction des barrages Rafferty-Alameda en Saskatchewan: après avoir dit oui aux travaux, Ottawa a ensuite dit non et finalement baissé les bras.

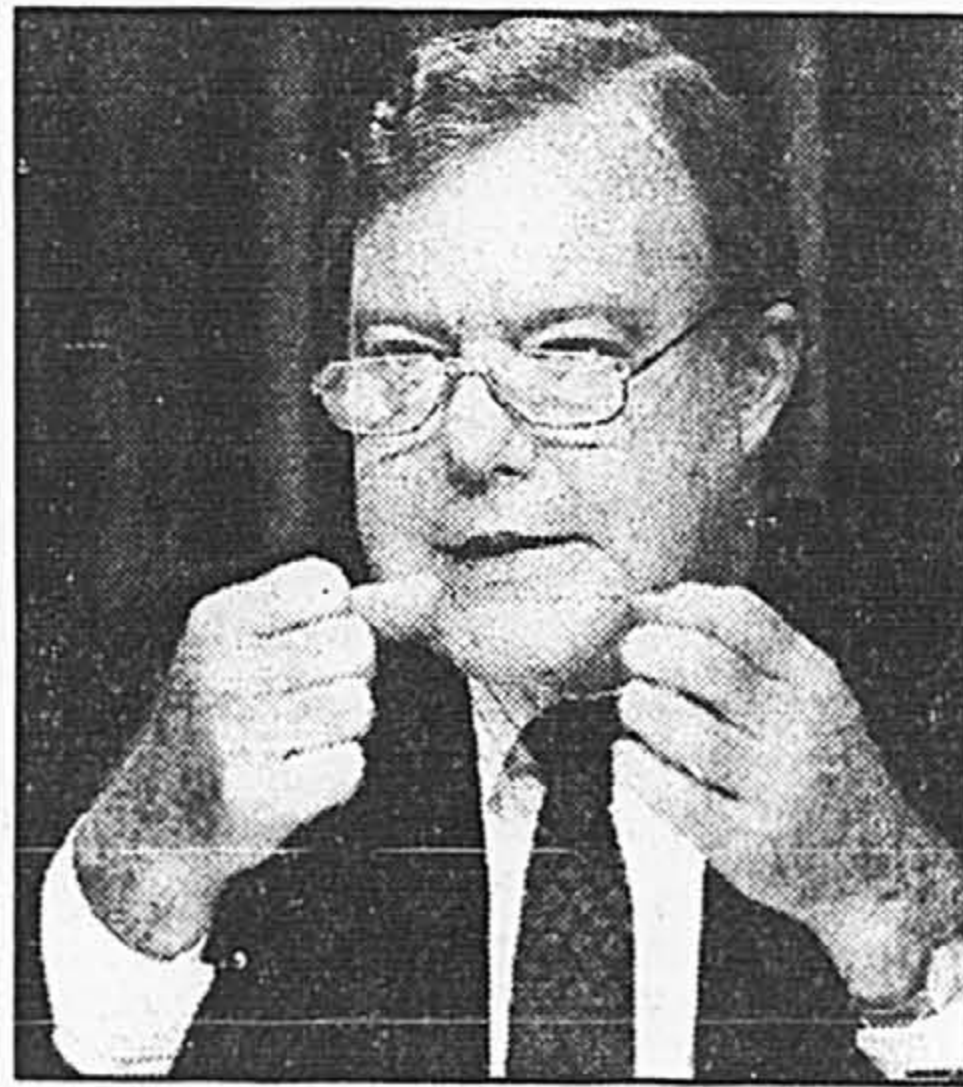
Par la suite, il y a eu les passes d'armes à répétition entre Robert de Cotret, son homologue québécois Pierre Paradis et sa collègue à l'Énergie Lise Bacon au sujet de la mise en chantier de la phase II des travaux de la Baie James. Encore ici il est difficile d'établir clairement qui a gagné, mais on a la nette impression que le ministre fédéral a de nouveau perdu des plumes.

Plus tard cet automne, à l'occasion de l'adoption à la vapeur du projet de loi garantissant 2,7 milliards de fonds fédéraux au consortium pétrolier formé pour exploiter la nappe sous-marine Hibernia au large de Terre-Neuve, M. de Cotret s'est fait compréhensif. Des études d'impact anciennes, incomplètes et contestables ont été acceptées sans hésitation.

Simultanément, et avec l'accord de M. de Cotret, le cabinet fédéral a, en octobre dernier, dispensé de toute étude d'impact sur l'environnement le projet de construction du plus grand barrage de Colombie-Britannique, celui de l'Alcan à Kemano.

Même pour un titulaire de relève qui découvre tous les dossiers en quelque mois c'est beaucoup, peut-être trop pour conserver la confiance des mouvements écologistes.

D'après les documents préparés en vue des 41 séances de consultation tenues sur le Plan vert au printemps, la stratégie fé-



Le parcours accidenté de Robert de Cotret depuis qu'il est ministre de l'Environnement porte les militants écologistes au pessimisme.

dérale touchera à toutes les grandes questions: substances toxiques, gestion des déchets, réchauffement de la planète, protection de la couche d'ozone, pluies acides, qualité de l'air et de l'eau, agriculture, forêts, faune, pêches, énergie et sols.

Pour Daniel Green de la Société pour vaincre la pollution à Montréal, ces assemblées de consultation étaient de véritables auberges espagnoles. Chacun y apportait ce qu'il voulait et les fonctionnaires en prenaient note.

«Nous ne sommes pas assez crédules pour croire que tout se trouvera dans le plan, mais il nous faudra y trouver des propositions précises, détaillées et chiffrées pour que nous le prenions au sérieux», dit-il. «Le gouvernement ne peut prétendre qu'il n'a pas eu le temps, s'il en reste aux vœux pieux ce sera une insulte aux citoyens», ajoute M. Green.

Mais il ne se fait guère d'illusions. Les membres de son groupe pensent que le gouvernement conservateur a cédé aux pressions des grandes entreprises pour éviter de voir un Plan vert fort. Il soupçonne Robert de Cotret de mijoter un «plan tiède, vert pâle et plutôt mièvre».

«Qu'on ne vienne surtout pas nous dire qu'il ne reste plus d'argent dans les coffres gouvernementaux», prévient M. Green. «Le gouvernement se sert cette raison quand il veut couper, mais il n'a pas hésité à fournir des milliards pour Hibernia alors que cela va à l'encontre de la philosophie du Plan vert».

Le critique libéral à l'Environnement Paul Martin croit pour sa part que Robert de Cotret a déjà perdu la bataille face à ses collègues du cabinet. Il se dit convaincu du fait que cette question n'est pas une priorité pour le gouvernement.

Autrement, comment expliquer que le ministre a déjà renoncé à créer une «taxe verte», à utiliser les autres instruments fiscaux disponibles et à faire le lien entre l'économie et l'environnement comme le suggère maintenant la majorité des économistes dit M. Martin.

Robert de Cotret repousse du revers de la main les critiques et le scepticisme de l'opposition et des groupes écologistes. Selon lui, tout ce monde sera agréablement surpris en prenant connaissance du Plan vert.

«Loin d'être une simple déclaration de principe c'est un plan global avec des objectifs clairs et un échéancier précis», promet le ministre. «On pourra mesurer le progrès accompli tout au long de ce plan quinquennal et ainsi préparer des mesures afin de poursuivre sur cette lancée dans le plan suivant».

Le cabinet Mulroney n'a pas hésité à vendre des sociétés d'État, à démanteler des pans de Via Rail et Radio-Canada ou encore, à mettre son avenir en jeu pour imposer la TPS, voyons maintenant s'il en fera autant pour l'environnement.

L'Action nationale fête ses 75 ans



PIERRE VENNAT

Pendant que certains fondateurs de la revue *Cité libre* des années 50 songent à la relancer pour lutter contre le nationalisme québécois, *L'Action nationale*, la revue fondée par Lionel Groulx, celui qu'on pourrait appeler le «pape du nationalisme québécois» entre, en janvier, dans sa 75^{ème} année.

Le vieux chanoine n'est plus. Mais s'il faut en croire ses vieux disciples comme l'économiste François-Albert Angers, qui signera l'éditorial de janvier prochain, ou l'actuel directeur et ancien secrétaire-général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Gérard Turcotte, il ne pourrait que se réjouir, aujourd'hui, de la vigueur de ses idées.

Car le nationalisme est mieux portant aujourd'hui que jamais et, surtout qu'en janvier 1917, alors que dans le premier numéro d'une revue qui s'appelait à l'époque *L'Action française*, Edouard Montpetit lançait un appel non pas en faveur de l'égalité pour les francophones, mais «vers la supériorité».

Près de 75 ans plus tard, *L'Action nationale* se porte bien, sans la moindre subvention gouvernementale. Bon an mal an, le tirage se situe entre 2000 et 3000 exemplaires.

Dans la marginalité

L'Action nationale, rappelle François-Albert Angers, a longtemps vécu dans la marginalité politique. Fondée d'abord sous le nom de *L'Action française*, elle dut changer de nom lorsque le pape excommunia la revue monarchiste du même nom, que dirigeait alors Charles Maurras à Paris. Rebaptisée d'abord *L'Action canadienne-française*, elle porte, depuis 1933, le nom de *L'Action nationale*. D'un nom à l'autre, la revue estime avoir été «dans la résistance» pendant au moins 50 des 75 années de son existence, autour de la Ligue d'Action nationale, le mouvement propriétaire de la revue avec laquelle il s'est toujours confondu.

Car on n'a pas d'idée aujourd'hui combien étaient détestées l'action de la Ligue et ses prises de position par tous les milieux politiques ou semi-politiques officiels. Et même dans les milieux religieux, en dépit de son catholicisme irréprochable.

Quel crime lui reprochait-on? François-Albert Angers répond: son «nationalisme», nuisible à la bonne entente au Canada, donc, pour les milieux politiques canadiens-français, à leur propre intégration dans la Confédération.

Angers avouera également un deuxième «crime». À l'époque où le Québec commençait à se doter d'une gauche articulée, à la fin de la Deuxième guerre mondiale, le nationalisme avait mauvaise presse dans la province. On l'assimilait au nationalisme européen, bref à Hitler, Franco, Salazar ou Pétain. Maurice Duplessis, le père de l'autonomie québécoise, tenait tête à Ottawa et François-Albert Angers et ses amis avaient décidé de l'appuyer, nonobstant que «le Chef» luttait contre tout ce qui pouvait ressembler à une idée de gauche.

Ce faisant, le groupe d'Angers devait se heurter aux éléments les plus sociaux, ceux de l'école de *Cité libre*, y compris ceux qui, par la suite, se joignirent au Rassemblement pour l'indépendance nationale ou à l'aile sociale-démocrate du Parti québécois.

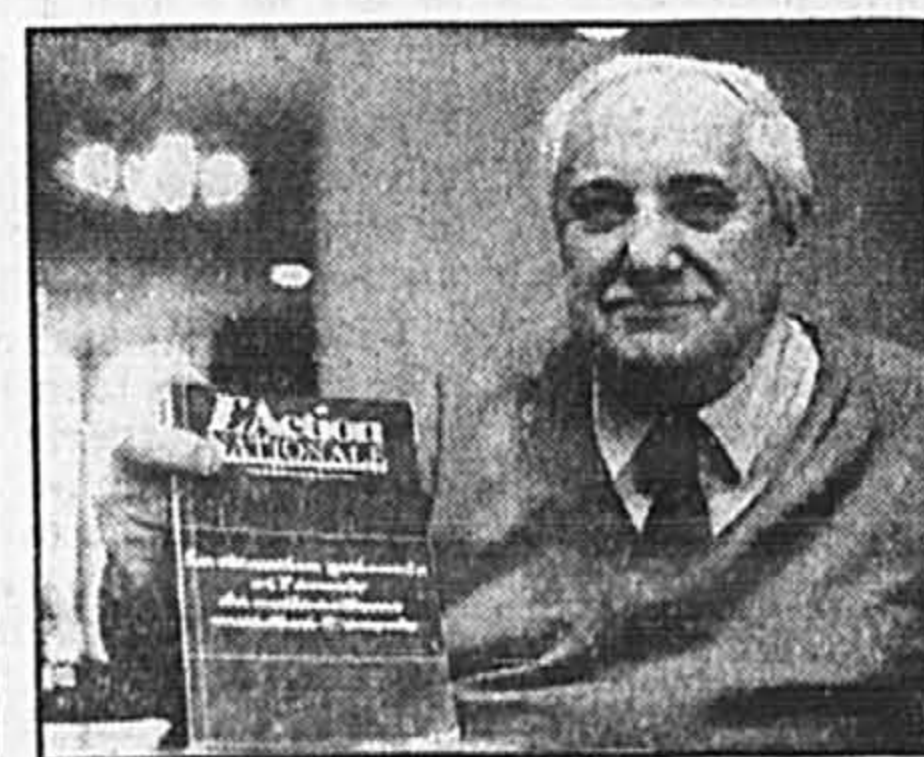
Une réconciliation difficile

La réconciliation commença vaillamment avec la Révolution tranquille de Jean Lesage. Mais même là, nombreux furent ceux qui affirmèrent n'avoir rien à faire de ces nationalistes de droite.

Cependant, comme nous le confie Gérard Turcotte, «la question linguistique reconcilia bien des gens». Et c'est ainsi qu'on vit les Michel Chartrand, Fernand Daoust et autres, côte-à-côte aux côtés de François-Albert Angers, consacré porte-parole du Mouvement pour un Québec français.

Mais pour Angers et ses amis, le combat est loin d'être terminé. On l'a vu à la Commission Bélanger-Campeau alors qu'il a présenté le mémoire de la Ligue d'Action nationale, affirmant, en se référant toujours à son maître à penser, Lionel Groulx, que l'indépendance du Québec était maintenant devenue «normale et nécessaire».

Et Angers ne doute pas que *L'Action nationale* aura sa place dans un Québec indépendant. «Nous aurons à terminer la formation de notre personnalité, et en même temps la réalisation d'un projet de société qui la reflète». Du travail pour au moins un autre 25 ans!



Gérard Turcotte, directeur de *L'Action Nationale*.



Le docteur Roy tient un discours vieillot. En particulier sur le pouvoir des médecins», dit un directeur d'hôpital.

Roy: «Les médecins doivent se mobiliser»

SUITE DE LA PAGE B 1

«Ce n'est pas facile d'être la fille d'Augustin Roy quand en plus on est médecin. Des personnages comme lui, il n'y en pas à tous les coins de rue.» Sa soeur est avocate et son frère étudie en sciences politiques.

Le président de la Corporation admet qu'il commet parfois des écarts de langage. Selon lui, c'est le risque du métier. «Les journalistes m'appellent seulement lorsqu'il y a une chicane, rarement pour des bonnes nouvelles.» Sa spontanéité lui joue des tours.

Sylvie Boulanger, vice-présidente à la Fédération des infirmières, pense que les paroles du docteur Roy dépassent souvent sa pensée. «Je le prends maintenant avec un grain de sel. S'il fallait répliquer à toutes ses déclarations, on passerait notre temps dans les journaux.» Elle n'est pas certaine que l'homme soit représentatif de l'ensemble des médecins.

Plusieurs lui reprochent aussi d'outrepasser son rôle de président de la Corporation des médecins en se comportant tantôt en politicien, tantôt en chef syndical. Selon eux, il devrait plutôt s'en tenir aux questions touchant la formation, l'éthique et la qualité des soins.

Le docteur Roy, lui, ne peut s'empêcher de dire qu'en ces temps difficiles pour les médecins, il «aimerait bien être un vrai leader syndical. De la contestation, il y en aurait, je vous assure! S'ils ne veulent pas perdre leur liberté, les médecins doivent se mobiliser.»

Le docteur Clément Richer, président de la Fédération des omnipraticiens du Québec, est obligé d'admettre que son collègue se mêle parfois de ce qui ne le regarde pas. «C'est un homme fougueux qui se laisse facilement entraîner dans des dossiers qui ne sont pas du ressort de la Corporation. Mais cela ne m'effraie pas. Contrairement à lui, je n'ai pas demandé aux médecins de monter aux barricades. Je ne pense pas que ce soit le moment. À venir jusqu'à ce jour, j'ai fait preuve d'ouverture d'esprit durant les discussions sur la réforme. Dans l'avenir, on verra.»

Michel L'Allier, président de la Fédération des associations d'étudiants en médecine, est heureux que le docteur Roy soit resté en place pour les débuts de la réforme. «Même s'il nous a traités un jour d'enfants gâtés, il défend aujourd'hui la liberté de la profession. Et on a beau dire ce qu'on voudra, il est encore écouté.»

Après l'Europe économique, l'Europe politique ?

Un (petit) pas pourrait être franchi cette semaine à l'occasion des réunions ministérielles de Rome

CHRISTOPHE DEGRYSE
collaboration spéciale
BRUXELLES

Qu'il paraît léger, l'air que l'on respire dans les couloirs des institutions européennes depuis le 22 novembre dernier! C'est à cette date en effet que le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, annonçait sa démission. L'anti-européenne la plus farouche s'effaçait de la scène politique quelques jours à peine avant les fameuses conférences intergouvernementales qui s'ouvrent le 14 décembre prochain et qui devraient donner à l'Europe une impulsion décisive dans la voie de l'union. Nulle doute qu'à l'heure où la CEE se cherche fiévreusement, cette démission paraîtra à certains, tomber à point nommé.

Les deux conférences de la mi-décembre devraient transformer la Communauté en une Union Économique et Monétaire d'une part, et en Union Politique de l'autre. Europe politique? La CEE se dotera-t-elle un jour d'une politique de sécurité commune, d'une politique extérieure commune, d'une politique sociale commune?

La réponse à cette question est loin d'être évidente, tant il est vrai que l'histoire certes encore courte de la CEE est parsemée de tentatives échouées d'unification politique. En 1954, échec de la Communauté Européenne de Défense. En 1962, échec des plans Fouchet 1 et 2 sur l'union politique. En 1980, jeté aux oubliettes le rapport Tindemans d'achèvement de l'union européenne.

Malgré ces échecs successifs, il serait injuste d'affirmer que l'Europe en est encore aujourd'hui à la case départ. Des petits pas ont été accomplis dans la voie d'une certaine intégration politique. Citons par exemple la création, en 1970, de la CPE (Coopération Politique Européenne), qui se veut un instrument d'harmonisation volontaire des politiques extérieures. C'est par la voix de la CPE que les Douze prennent une position commune lors d'événements ou de conflits importants: à l'occasion de l'unification de l'Allemagne, de la crise du Golfe, de la poursuite de la violence au Liban, etc.

Autre exemple, l'adoption, en 1994 par le parlement européen d'un projet de traité instituant l'Union Européenne, lequel prévoit le transfert d'une série de compétences à l'Union (la Communauté), ainsi qu'un renforcement du pouvoir législatif du parlement européen. Le caractère très ambitieux de ce projet semble lui enlever toute chance d'être un jour ratifié par les parlements nationaux. Son mérite est cependant de donner consistance à l'idée même d'une union politique européenne, et de représenter un défi pour les États membres qui sont contraints de se situer clairement à son égard.

Une urgence

Malgré ces quelques avancées, l'impression subsiste qu'aucun des États membres n'est prêt à renoncer à des éléments essentiels de sa souveraineté nationale pour s'engager résolument dans la voie de l'Union politique. Et ce, en dépit de l'intuition des pères fondateurs de la CEE qui voyaient dans l'instauration d'une communauté économique « les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre les peuples ».

Que les Douze puissent s'exprimer d'une seule voix sur le plan politique semble pourtant devenir une urgence. Du moins si l'on en croit le président de la Commission (« l'exécutif » européen), Jacques Delors. Celui-ci s'exprimait récemment devant le parlement européen: « Si le monde frappe à votre porte et que vous n'êtes pas capables d'y répondre, vous terminerez votre vie de parlementaires, et moi ma vie de commissaire, en pleurant, en n'ayant que nos beaux yeux pour pleurer, à supposer que nos yeux soient beaux! ».

Après avoir fait le tour des événements qui se sont déroulés et se déroulent encore en Europe orientale, en Union Soviétique, et ailleurs dans le monde, Jacques Delors a conclu sur la nécessité impérieuse de faire de l'Europe un véritable partenaire politique. Par ailleurs, comme l'exprimait clairement Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste du parlement européen, « aucun de nos pays n'est capable, seul, de faire face aux variations du dollar, au naufrage de Tchernobyl ou aux menaces de Saddam Hussein ».

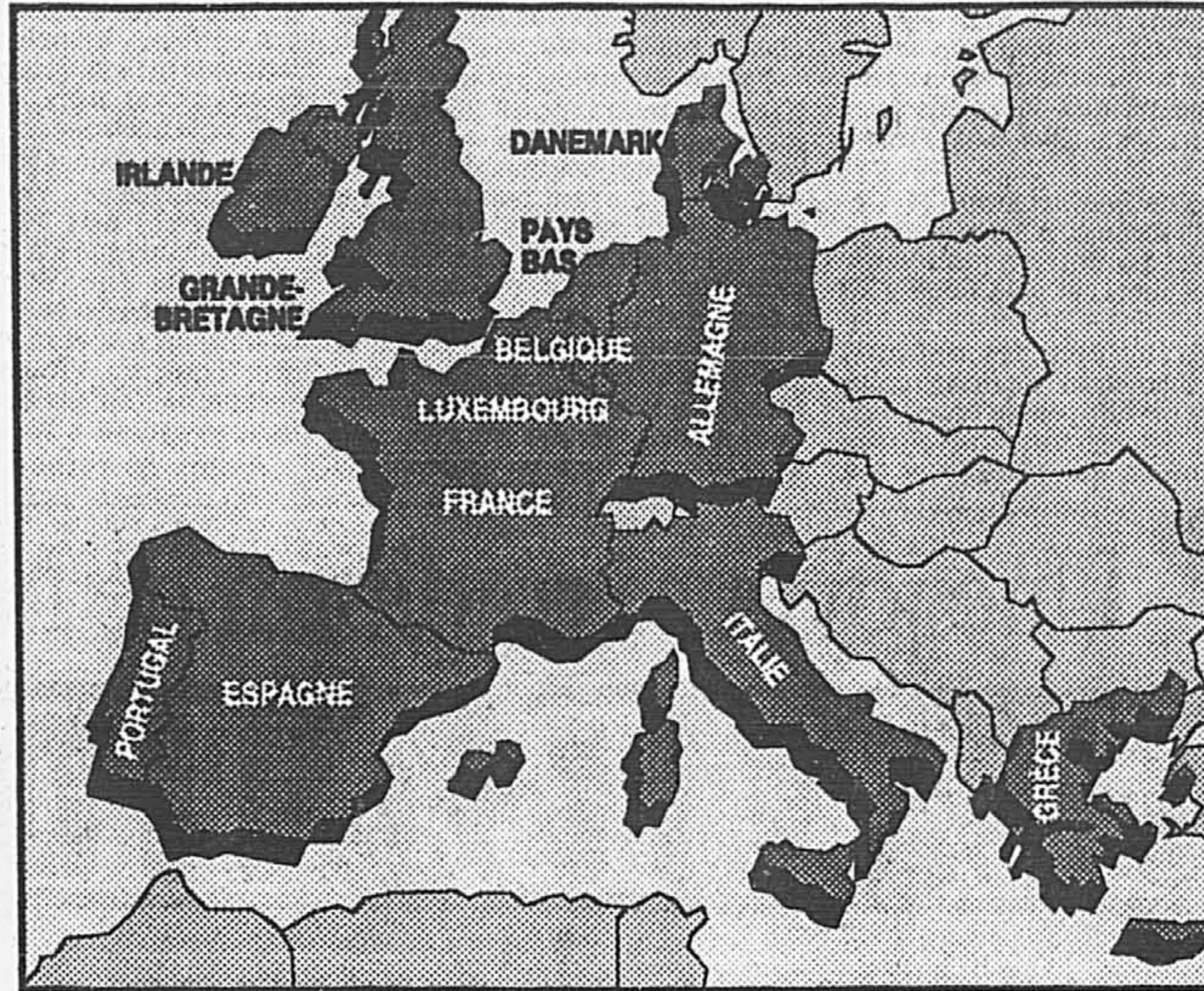
Des contours flous

Toutefois, à la veille des conférences intergouvernementales de la mi-décembre, les travaux préparatoires concernant l'union politique paraissent encore bien maigres. Les contours de cette union restent relativement flous.

On peut cependant dégager quelques lignes de force au sujet desquelles semble exister une certaine proximité de point de vue entre le Parlement européen et la Commission. Résumons-les ainsi: maintien d'une Communauté unique, développement d'une politique étrangère commune, adoption du principe de « subsidiarité », et élargissement des compétences de la Communauté.

— En ce qui concerne le maintien d'une Communauté unique, le risque existe de voir se développer, au fur et à mesure que la Communauté dispose de nouvelles compétences, des « communautés » séparées, par exemple dans les domaines de la monnaie, de la défense, de la politique étrangère, etc. C'est pour éviter ce risque de démultiplication des lieux de pouvoirs qu'il s'agit, estime Jacques Delors, d'intégrer ces nouvelles

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE



Infographie La Presse

compétences, y compris celle relatives à l'Union Économique et Monétaire, dans une seule Communauté, sur la base des institutions existant actuellement (à savoir le triangle Conseil-Commission-Parlement). « C'est ainsi que nous donnerons le gage de la poursuite de la construction européenne vers une organisation qui doit demeurer d'inspiration fédérale », souligne-t-il.

— En ce qui concerne la politique étrangère, la Commission estime que « les douze États membres de la Communauté ont progressivement reconnu la nécessité d'être davantage présents sur la scène internationale de façon à répondre collectivement à une incontestable demande d'Europe ». Cette présence sur la scène internationale comprendrait une politique de sécurité et de défense commune ainsi que la reprise des engagements d'assistance prévus par le Traité de l'Union de l'Europe Occidentale.

Les termes de *politique commune* sont choisis à dessein car il ne s'agit nullement d'une politique étrangère *unique*. « Il serait irréaliste, note la Commission, de parler de politique unique alors qu'à l'évidence les États membres ont, notamment à l'égard de certaines parties du monde, des traditions de relations privilégiées ou des positions géopolitiques ancrées dans leur histoire ». Il s'agit donc de respecter là aussi les spécificités de

bres, et d'importantes divergences subsistent sur ce point.

La conférence intergouvernementale devrait permettre de clarifier certaines positions, et surtout, de voir un consensus se dégager à cet égard.

— En ce qui concerne l'adoption du principe de « subsidiarité », le débat porte en fait sur les questions d'attribution des compétences à la Communauté. Quelles sont les compétences qui doivent être transférées, et en fonction de quels critères? C'est pour tenter de répondre à cette question qu'a été imaginé le principe de subsidiarité selon lequel ne doivent être transférées à la Communauté que les compétences qui, exercées à l'échelon communautaire, apporteraient une plus-value à l'action des États membres. Dans ce contexte, l'Union européenne n'agirait que pour mener à bien des tâches qui sont entreprises de manière plus efficace en commun que séparément.

— Enfin, en ce qui concerne l'élargissement des compétences de la Communauté, les choses sont encore moins claires. La Commission propose que cet élargissement porte en priorité sur la dimension sociale de la construction européenne, véritable parent pauvre de l'Europe 1992. L'absence d'un volet social a déjà fait couler beaucoup d'encre dans la presse européenne. S'il est un domaine dans lequel les États membres se montrent jaloux de leur souveraineté nationale, c'est bien celui-là.

Autre priorité: le développement de grands réseaux routiers et d'infrastructures de transport, ainsi que la promotion d'une véritable liberté de circulation des personnes, lesquelles circulent aujourd'hui moins facilement que les capitaux!

Secondairement, la Commission propose d'élargir les compétences de la Communauté dans des domaines tels que l'environnement, la fiscalité, l'énergie, voire la culture.

« Le boeuf est lent, mais la terre est patiente », dit le proverbe. L'Europe semble s'en être fait un credo: les échecs du passé enseignent la patience et la prudence. Chaque progrès dans l'intégration européenne est le résultat d'un long processus de maturation.

Pourtant, l'actualité n'attend pas. De plus en plus nombreux sont les pays qui se tournent vers la CEE, dans l'espoir de rencontrer un partenaire fort et loyal tant sur le plan économique que politique.

Dans ce contexte, les conférences intergouvernementales de la mi-décembre seront révélatrices: jusqu'à quel point l'Europe d'aujourd'hui est-elle prête à unir pour relever les défis qui se posent à elle?



Selon Jacques Delors, président de la Commission européenne, l'exécutif de la CEE, l'Europe doit absolument devenir un véritable partenaire politique.

chacun. Toutefois, l'idée même d'une politique étrangère commune n'est pas partagée par l'ensemble des États mem-

Prévue écrasante, la victoire de Walesa ne règlera rien

LOUIS B. ROBITAILLE

collaboration spéciale
VARSOVIE



Normalement, l'affaire de l'élection présidentielle en Pologne devrait se régler demain soir dès la fermeture des bureaux de vote par des « projections » triomphales et sans appel en faveur de Lech Walesa. Et ce mystérieux trublion de Stanislaw Tyminski devrait pouvoir faire ses valises pour retrouver ses fructueuses PME de Toronto ou de Lima.

Un vent de (triste) folie avait soufflé sur la Pologne le 26 novembre dernier, lorsque l'homme d'affaires polono-canado-péruvien de 42 ans, parfaitement inconnu dans son pays, raflait 4 millions de votes et, avec 23 p.cnt, infligeait une défaite humiliante au premier ministre en exercice, Tadeusz Mazowiecki (18 p.cnt). Le dérapage de l'électorat prenait de telles proportions que, malgré une avance à la fois confortable (41 p.cnt) et décevante, le camp de Lech Walesa était saisi par le doute sinon la



Lech Walesa a semé le pays de bombes à retardement qui menacent maintenant de lui exploser au visage.

ne pourra pour longtemps effacer ce 26 novembre, où l'on vit 40 p.cnt des électeurs inscrits choisir l'abstention, 16 p.cnt voter Mytinski et, bizarrement six p.cnt s'accrocher aux restes du Parti communiste. En face, et à condition d'ajouter les électeurs pourtant divisés de Mazowiecki et Walesa, cela ne fait jamais que 36 p.c. des électeurs inscrits à s'être déplacés pour soutenir Solidarité, la glorieuse organisation qui compte un jour dix millions d'adhérents.

Plus qu'aucun autre pays est-européen, la Pologne méritait une période d'état de grâce démocratique. Et paraissait avoir en main les principaux atouts pour une sortie « heureuse » du communisme. « Solidarité » avait dix ans d'existence et d'expérience des luttes. Elle avait un chef historique, Walesa, lui-même entouré de conseillers brillants et solides. Le syndicat avait eu le temps de se former pendant une année d'existence légale. Puis de tester sa propre solidité après la proclamation de la loi martiale de décembre 81. L'organisation avait résisté avec succès à la répression et à la prison, des cadres importants avaient subsisté dans la clandestinité. Et il y avait, quoi qu'on en pense, la formidable infrastruc-

ture catholique pour compléter le consensus social.

En Hongrie, c'est le parti communiste qui avait lui-même ouvert le processus des réformes qui allait rapidement l'engloutir, et il n'y avait aucune opposition organisée digne de ce nom. En Tchécoslovaquie, dix jours avant la chute du régime, la dissidence ouverte et identifiée tenait à l'aise dans le modeste appartement de Vaclav Havel. La Pologne, elle, avait des millions de « dissidents », des centaines de cadres, des dizaines de milliers de manifestants prêts à descendre dans la rue (ou les églises) à chaque semaine.

Lorsque le Parti communiste désabusé décida de passer la main au printemps de 89, Solidarité avait non seulement une autorité morale grandiose, mais aussi une véritable équipe gouvernementale prête à prendre les commandes. Et d'ailleurs, malgré une situation économique jugée bien pire que celles de la Hongrie ou de la Tchécoslovaquie, la première année du gouvernement Mazowiecki se déroula sous le signe de succès éclatants. La transition vers l'économie de marché — avec la stabilisation de la monnaie — semblait comprise et acceptée par la po-

pulation, malgré une sévère baisse du pouvoir d'achat. Forçés par des années de luttes, les Polonais semblaient comprendre que le passage à la démocratie supposait également la destruction douloureuse de l'ancien système industriel et économique. La rigueur mais aussi la prudence de l'équipe Mazowiecki semblaient récompensées par d'excellents résultats dans les sondages de popularité. À en juger par les chiffres du 26 novembre dernier, le consensus social et politique était loin d'avoir la solidité que l'on croyait: pour des millions et des millions de Polonais, dans les usines et les campagnes, la fin du communisme signifiait surtout, et à court terme, la fin de la pauvreté, de la misère et du rationnement. Et il n'est pas dit qu'ils auraient accepté une douloureuse période de transition pendant de longues années.

La mort de l'état de grâce

Il se trouve que, au sein de Solidarité, tout le monde a contribué à tuer ce fragile état de grâce démocratique, bien avant qu'il ne meure de mort naturelle. Pourvu d'un ego très développé, Lech Walesa, qui avait refusé le poste de premier ministre à l'été 89, n'avait pas un instant envisagé de ne pas contrôler personnellement le nouveau gouvernement. Dans le camp de Mazowiecki, les premiers succès remportés sur le front économique avaient sans doute poussé à l'aveuglement: on crut désormais possible de se passer de l'électricité de Gdansk et de sa popularité, et on surestima la maturité de la société.

Le conflit s'enclencha sans que personne de part et d'autre en mesurât les dangers. Résultat: une bataille électorale fratricide, où le navire Mazowiecki, drapé dans sa dignité, coula par le fond. Tandis que Walesa se transformait en politicien démagogue, distribuant attaques irréfutables et promesses intenablement. Sans même parler des pulsions irrationnelles révélées par la candidature Tyminski, le candidat Walesa lui-même a parsemé le pays de bombes à retardement qui menacent maintenant d'exploser au visage du prochain président.

Mazowiecki, malgré son plan de rigueur, avait laissé en place beaucoup de responsables économiques de l'ancien régime: comment faire autrement dans un pays où tout l'encadrement était « communiste »? Walesa a, plus ou moins précisément, promis de faire le « ménage ». Dans le même souffle, il a annoncé une accélération des réformes libérales, mais sans chômage ni fermeture d'usines, ni baisse du pouvoir d'achats, ni crise de l'agriculture.

On savait que le stoïcisme des Polonais ne durerait pas éternellement, que l'époque héroïque de Solidarité allait passer, et que les anciens amis de la lutte anti-communiste se diviseraient. Mais la fin de l'illusion lyrique a été beaucoup plus rapide que prévu. Si rapide qu'on se demande maintenant comment la Pologne pourra sans troubles passer la difficile période de dix ou quinze ans qui s'ouvre.

LA PRESSE EN POLOGNE

panique. Tout le monde avait grossièrement surestimé la solidité du crédit et de la légitimité de Solidarité, et même l'autorité personnelle de son chef historique. Et sous-estimé dans les mêmes proportions l'exaspération sociale et le désarroi de l'opinion. Comme il y a des limites à la plongée dans l'irrationnel, à la fois les sondages et la logique politique annoncent pour demain soir une victoire écrasante pour Walesa: entre 60 et 70 p.cnt des votes exprimés. Le dernier sondage (à prendre avec précaution) donne 61 p.cnt à Walesa contre 20 p.c. à Tyminski. D'autre part on voit mal où « Stan » irait chercher des millions de votes supplémentaires: en tout cas pas chez les électeurs de Mazowiecki. Et on voit mal les 9 p.cnt de l'ex-parti communiste basculer globalement en sa faveur, malgré les étranges messages qui ont circulé entre les deux camps après le premier tour. Et pour finir, l'Église catholique, saisie d'effroi devant cette dérive, a jeté son poids derrière Walesa. L'incident électoral Tyminski devrait donc trouver sa conclusion autour de 30 p.cnt, à l'image d'autres candidatures « fantaisistes » qui viennent de temps à autre semer le trouble dans le fonctionnement des démocraties fatiguées.

Une victoire amère

De toutes manières, la victoire de Walesa sera amère. Pour lui et pour les démocrates dans le pays. Rien désormais



Après avoir perturbé la jeune démocratie polonaise, Stanislaw Tyminski pourra refaire ses valises pour le Canada.

Naomi Bronstein reprend le collier au Cambodge

Presse Canadienne
PHNOM PENH, Cambodge

Durant une journée en 1990, le 1^{er} octobre plus exactement, le destin des enfants du monde a fait la manchette de tous les médias.

De Vancouver à Hong Kong en passant par Bangkok, journaux, magazines, radios et télévisions ont traité de l'exploitation, de la famine et des maladies qui tuent quelque 100 millions d'enfants d'ici la fin de la décennie.

Cette journée-là, en effet, s'ouvrait le premier Sommet mondial des enfants, à l'Onu.

Quelque 70 leaders mondiaux participèrent à cette conférence au siège de l'Onu, à New York, et promirent de tout faire pour réduire le taux de mortalité d'un tiers, d'ici l'an 2000, chez les enfants de moins de cinq ans, et d'a-

méliorer l'accès à l'eau potable, à une alimentation adéquate, aux soins de santé et à l'éducation.

Ces chefs de gouvernement, y compris le co-président de la conférence, le premier ministre Brian Mulroney du Canada, ont parlé abondamment et avec émotion des quelque 40 000 enfants qui meurent chaque jour dans le monde et qu'on aurait pu sauver. Ces leaders mondiaux n'ont plus qu'à prouver que leurs discours n'étaient pas que des vœux pieux.

Au moins une personne au Canada, une femme, n'a pas attendu le Sommet des enfants pour venir à leur secours... et cela depuis 20 ans.

Lorsqu'il s'agit des enfants, Naomi Bronstein devient volubile. Elle ne fait pas qu'en parler, elle agit également, convaincue qu'un enfant qui souffre — ou

que ce soit dans le monde — c'est un enfant souffrant de trop.

Mme Bronstein, qui vit à Montréal, est à recréer le refuge Canada House à Phnom Penh. Elle avait établi ce refuge pour orphelins en 1973 mais avait dû l'abandonner, en 1975, lorsque les Khmers Rouges envahirent la capitale cambodgienne pour en évacuer la population.

Elle avait également aidé à nolisier un avion pour permettre d'évacuer 240 orphelins vietnamiens et cambodgiens de Saïgon, en 1975, peu avant que la ville ne tombe aux mains des communistes. A la dernière minute, elle décida d'attendre le prochain vol pour quitter la ville. L'avion s'écrasa avec les orphelins sur la piste de départ. Les photographies montrant Mme Bronstein, bouleversée, venant en aide aux survivants, furent transmises

dans le monde entier et, même aujourd'hui, la voix de Mme Bronstein est parcourue d'accents tragiés lorsqu'elle remémore cette tragédie.

Les 12 enfants Bronstein

Âgée de seulement 30 ans à cette époque, la queue de cheval qu'elle porte constamment comme coiffure, blanchit du jour au lendemain: «Je dois me teindre le cheveu en noir, aujourd'hui. Mes enfants insistent.»

Les Bronstein (Herb, le mari, un exportateur, tient le fort à Montréal) ont 12 enfants — «cinq fabriqués à la maison», aime-t-elle dire, et sept adoptés dans différents pays du monde. Elle inclut toujours, dans ce nombre, Tran, un Vietnamien, qui a succombé l'an dernier à une maladie sanguine, à l'âge de 23 ans.

Avant de retourner dans le

Sud-Est asiatique, Mme Bronstein a lancé des programmes d'aide au bénéfice des enfants au Bangladesh, au Sri Lanka, au Mexique et au Guatemala.

Elle a notamment participé à la création de Heal the Children, un organisme à but non lucratif qui amène des enfants très malades d'un peu partout dans le monde dans des centres médicaux d'Amérique du Nord où ils y sont soignés gratuitement.

Elle a aussi été fait membre de l'Ordre du Canada, en 1984 et, en 1986, a obtenu le prix du mérite pour ses travaux philanthropiques de la Fondation J.-Louis Lévesque.

Tous ces honneurs pourraient faire croire que Mme Bronstein est une autre Mère Teresa, mais elle se défend bien d'être une sainte. Elle est très vive, très près

des gens et ses propos se font parfois caustiques.

Un jour qu'on lui avait demandé de remplacer la personne qui devait prononcer un discours en l'honneur de la Journée internationale des droits de l'homme, elle a demandé: «Qui est mort?»

On lui expliqua que le conférencier n'était pas décédé, mais qu'elle était le premier choix pour remplacer... Mère Teresa.

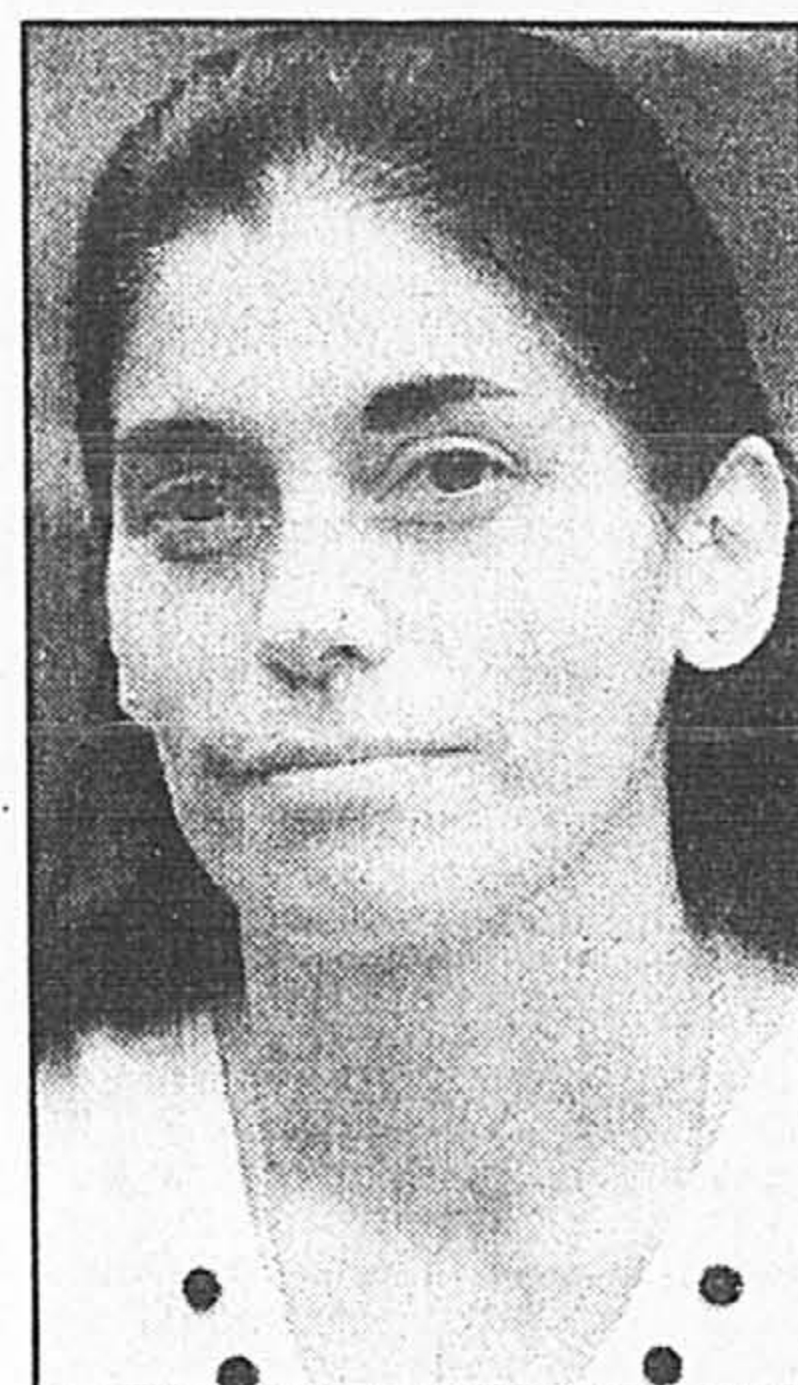
Mme Bronstein est devenue une célébrité mondiale. Le magazine People lui avait consacré un article de fond en 1985 et elle vient de dicter l'histoire de sa vie à un scénariste. Debra Winger doit la représenter dans le film qu'on tournera sur son oeuvre.

Mme Bronstein affirme n'accepter la célébrité que si celle-ci l'aide à poursuivre la cause qu'elle défend.

Son oeuvre principale, c'est Canada House. Elle a hâte de hisser le drapeau canadien (sous celui du Cambodge, tient-elle à souligner) sur cette villa louée de trois étages.

Elle fait aussi preuve d'impatience face à la bureaucratie gouvernementale qui retarde l'ouverture officielle de l'établissement.

«Ce n'est plus comme il y a 20 ans, dit-elle, ajoutant qu'elle se refuse à «donner un pot-de-vin à un Khmer pour aider un enfant khmer.»



Naomi Bronstein

Canada House accueillera de 50 à 70 orphelins de six ans et moins. Si les autorités locales le permettent, l'organisme facilitera l'adoption de ces enfants en Occident ainsi que le transport de ceux qui ont besoin de soins médicaux spéciaux.

«En matière d'adoption, je suis très partagée, avoue Mme Bronstein. Le Cambodge a perdu une partie importante de sa population et doit se repeupler. Pourtant, le taux de mortalité des nouveau-nés abandonnés est d'environ 80 p. cent.

L'objectif à long terme de Mme Bronstein est d'offrir des services pour les femmes et les enfants, y compris l'aménagement d'un refuge et un centre pour les femmes battues.

Ses amis et partisans la décrivent comme étant très dévouée, déterminée et même hantée par ce qu'elle considère comme sa vocation.

Mme Bronstein ne travaille pas à ces oeuvres en dilettante, en ménagère en prise à l'ennui. Elle se souvient en effet qu'enfant encore, elle voulait devenir religieuse missionnaire, ce qui avait horrifié sa mère.

Un ami du ministère des Affaires extérieures admet que «Naomi est parfois son pire ennemi», car elle est impatiente, soupe au lait et incapable de jouer selon les règles du jeu.

Trop rapide
Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères du Cambodge ajoute que «Naomi veut tout faire trop rapidement».

Depuis 21 ans qu'elle s'intéresse aux enfants dans le monde, le problème du développement a toutefois évolué considérablement.

Pour les années 90, les spécialistes favorisent l'aide soutenue au développement, c'est-à-dire qu'il faut aider un pays à se développer en commençant par ses infrastructures: routes, ponts et approvisionnement en eau potable avant de lancer des missions de secours.

Étant avant tout une «secouriste», Mme Bronstein s'est aliénée les appuis de plusieurs agences caritatives.

«Je ne m'oppose aucunement à ce qu'on creuse des puits et qu'on fasse pousser le riz sur les arbres, affirme-t-elle impatiemment, mais si je vois un enfant qui a faim, je veux le nourrir... immédiatement.»

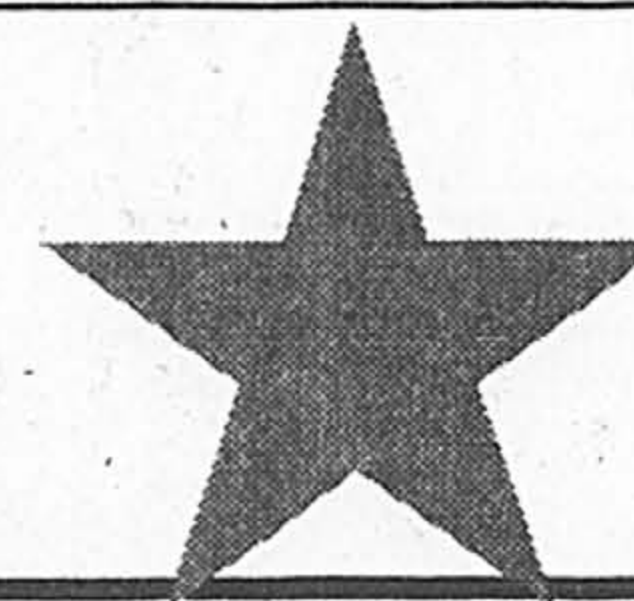
Malgré plusieurs demandes, elle n'a pu obtenir jusqu'à maintenant des fonds de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Lors du rejet d'une récente demande, on lui a expliqué qu'elle ne possédait pas assez d'expérience et que «nous préférons financer des projets préventifs plutôt que curatifs».

«J'empêche des enfants de mourir, soutient-elle. Je crois que c'est là une œuvre préventive.»

JUSQU'À
NOËL,
MAGASINEZ AUSSI LE
DIMANCHE, DE 10h À 17h!

Une joyeuse tradition de Noël!

LA BAIE



Madame trouvera chaussure à son pied!

40% DE RABAIS

NATURALIZERS

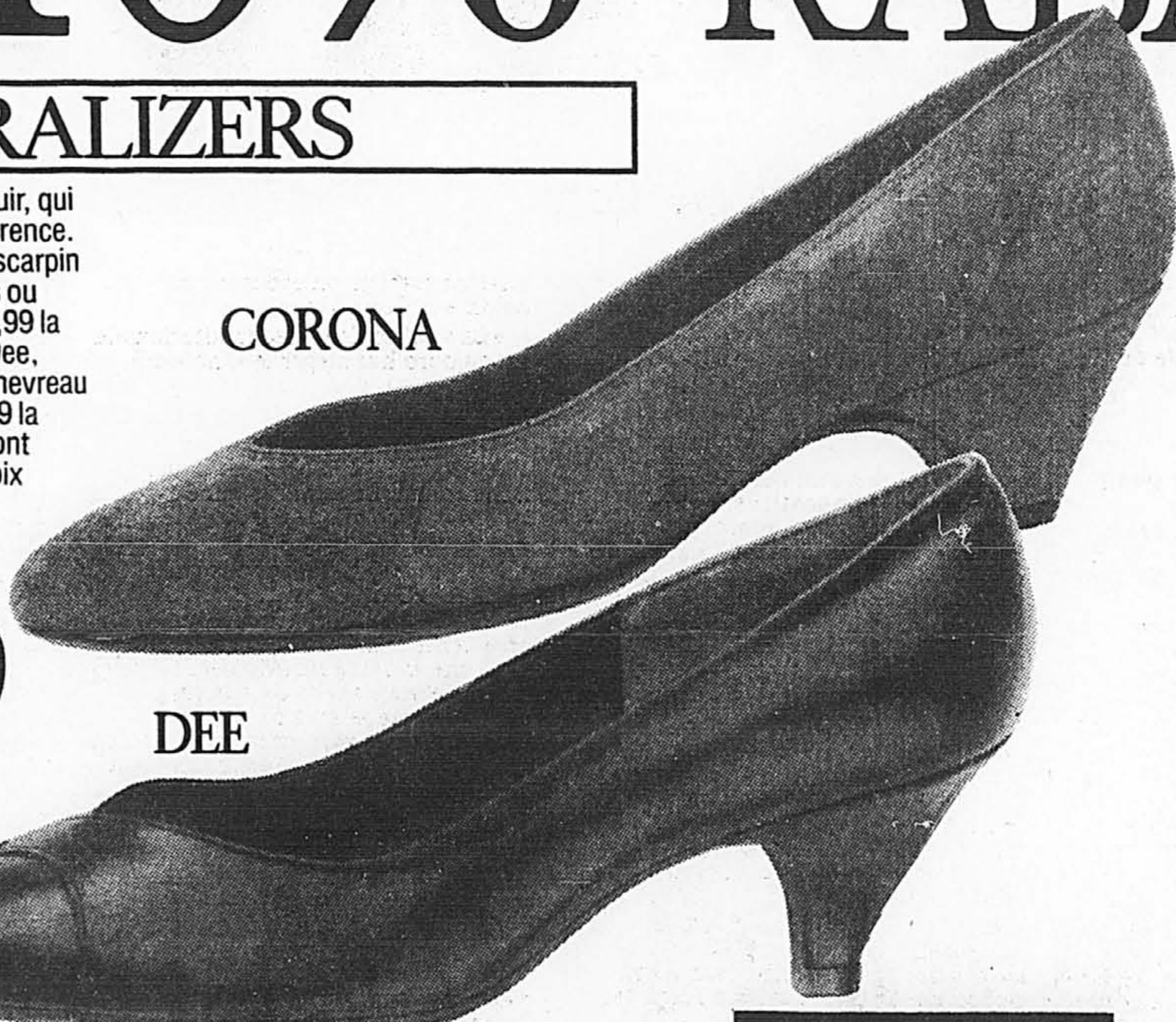
Deux modèles à tige tout cuir, qui allient confort et belle apparence. Pointures 6 à 10. A. Chic escarpin Corona, en suède noir, gris ou taupe. Ord. 64 \$. Solde 37,99 la paire. B. Escarpin habillé Dee, offert en cuir verni ou en chevreau noir. Ord. 76 \$. Solde 37,99 la paire. D'autres modèles sont offerts en magasin. Le choix varie selon le magasin.

Chaussures pour femme, rayon 262.

CORONA

DEE

37⁹⁹



PLUS

25% DE RABAIS*
TOUTES LES BOTTES
POUR FEMME

Notre assortiment compte plusieurs modèles. Le choix varie selon le magasin.

* Sur le prix ordinaire
Bottes pour femme, rayons 264 et 837.

20% À
40% DE RABAIS*

CHAUSSURES
AUTOMNALES,
HABILÉES OU
TOUT-ALLER

Assortiment de chaussures pour femme, signées BayClub, Calico et plusieurs autres. Le choix varie selon le magasin. Ord. 20 \$ à 120 \$. Solde 15,99 à 84,99 la paire.

* Sur le prix ordinaire.
Chaussures pour femme, rayons 262, 267, 271 et 835.

20% DE RABAIS*
PANTOUFLES
POUR FEMME

Choix de modèles classiques ou de fantaisie. Le choix varie selon le magasin.

* Sur le prix ordinaire.
Pantoufles pour femme, rayon 264

40% DE RABAIS
CHAUSSURES CHOISIES
ROCKPORT

Une sélection de chaussures de marche, modèles de fin de série, pour femme. Ord. 90 \$ à 120 \$. Solde 54 \$ à 72 \$ la paire. Centre-ville de Montréal seulement.

Chaussures tout aller pour femme, rayon 267

54\$ À 72\$

TENDER TOOTSIES

Beauté, qualité et confort, ça c'est Tender Tootsies! Et les petits prix ça c'est la Baie! Venez choisir vos chaussures parmi un vaste assortiment de modèles, habillés ou tout-aller, et de couleurs mode. Le choix varie selon le magasin. Ord. 26 \$ et 28 \$. Solde 14,99 et 16,49 la paire.

Chaussures pour femme, rayons 835 et 837

14⁹⁹



UN P'TIT CADEAU...

De nous à vous!
Les 300 premiers clients qui effectueront un achat d'articles à la Baie recevront, sans frais, une jolie chaîne plaquée or de 61 cm. Un p'tit cadeau... signé la Baie! Le dimanche 9 décembre seulement, dans tous nos magasins!

TANT QU'IL Y EN AURA! COUREZ VITE À LA BAIE!

Ho! Ho! Ho!...

Vive Noël à la Baie! Jusqu'au 23 décembre, nous ouvrons tous les jours, même le dimanche! Lundi au vendredi, jusqu'à 21h; Samedi, de 9h à 17h; Dimanche, de 10h à 17h.

LES DIMANCHES MIDI FAMILIAUX DE NOS RESTOS LIBRE-SERVICE... UN AVANT-GOÛT DE NOËL!

Venez dîner en famille et profitez de nos prix spéciaux pour vous régaler! À l'achat d'une assiette de dinde rôtie à 5,99, vous obtiendrez gratuitement une part de notre délicieux gâteau Forêt Noire.

Choisissez notre offre spéciale: un hamburger, une frite et une boisson gazeuse, format ordinaire, et ne payez que 3,49. Pause-café, durant toute la journée: un morceau de notre fameux gâteau Forêt Noire et un café. 1,69

Vous avez essayé notre gâteau Forêt Noire et vous aimeriez en emporter un chez vous? Demain seulement, il est offert à 9,99 ct. Ord. 17,99. Dans nos restos libre-service, (ainsi qu'à notre comptoir à pâtisserie, au niveau métro-mode, centre-ville de Montréal).

En vigueur les dimanches de décembre, avant Noël seulement

